



REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

PRESS BOOK WAAPP SENEGAL

OCTOBRE 2013 – MARS 2014

Avril 2014

ACTIVITES	REPORTAGE – PUBLIREPORTAGE – FILMS DOCUMENTAIRES		
	Télé	Radio	Presse écrite (en ligne et papier)
Mission supervision BM Octobre 2013	- <u>RTS</u> : Reeni kom kom - <u>RTS</u> : TerrEau	- <u>RTS Radio</u> : 5 émissions Disso	<u>APS</u> : 6 articles publiés sur aps.sn <u>Le Soleil</u> : 1 article et 1 dossier sur les semences
Wrap-up Ouaga Novembre 2013	- <u>RTS</u> : Reeni kom kom - <u>RTS</u> : TerrEau		<u>Le Soleil</u> : 1 article et un dossier publiés 2 jours différents.
Atelier sur les marqueurs moléculaires au CERAAS Novembre 2013	- 1 film documentaire réalisé par l'UCTF en rapport avec le CERAAS - <u>Walf TV</u> : 1 reportage	- <u>Walf</u> : 1 reportage <u>RTS Radio</u> : 1 reportage <u>Sud Fm</u> : 1 reportage	<u>Le Soleil</u> : 1 article
22^{ème} FIDAK Décembre 2013	- <u>RTS</u> : 1 publireportage TV de 5mn sur la - <u>RTS</u> : 1 élément d'1mn30 JT de la Foire de la RTS	- <u>RFM</u> : 2 reportages sur la valorisation de la patate douce et la table de traitement de l'huile d'arachide sur la - <u>SUD Fm</u> : 10 publireportages radio sur toutes les technologies exposées	<u>Le Soleil</u> : 1 Publireportage
Formation Genre Décembre 2013			<u>Le Soleil</u> : 2 articles publiés
SIA 2014 Fév.-Mars 2014	- RTS : 3 reportages sur chacune des technologies exposées (éléments journal et un reportage bilan) - RTS : Reeni Kom Kom - France24 : 1 reportage - Africa 24 : 1 reportage sur le vinaigre de mangue - RTI : 1 reportage sur le vinaigre de mangue	- <u>RTS Radio</u> : 3 reportages sur les technologies exposées au SIA - <u>RTS Radio</u> : 3 émissions Disso	
FIARA 2014. Mars 2014	- <u>REUTERS</u> : 1 reportage sur les emballages (projet Centrale d'achat) - <u>SEN TV</u> : 1 reportage dans le journal de la Foire - <u>SEN TV</u> : couverture de la dégustation des produits à base de céréales locales organisée avec l'ITA	- <u>Trade FM</u> : 1 émission d'1h sur le programme et une bande annonce d'1mn durant toute la foire	- <u>Agro pasteur</u> : 1 publireportage sur toutes les technologies exposées
Loumas woné xaralé - Mars 2014	- <u>RTS</u> : 1 reportage TV	- <u>ZIK FM</u> : 1 reportage - <u>RTS Radio</u> : 1 reportage	- <u>Le Soleil</u> : 1 reportage

MISSION D'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE, OCTOBRE 2013

SEMENCES AGRICOLES

Une centaine de variétés d'arachides en cours d'expérimentation dans les stations de l'Isra

L'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) est en train de mettre les bouchées doubles pour aider les producteurs à reconstituer leur capital semencier. Grâce à un appui de la Banque mondiale et de partenaires, une centaine de variétés d'arachides sont en cours d'expérimentation au Sénégal, a révélé Dr Samba Thiaw, directeur du Centre national de recherche agricole (Cnra) de Bambey.

Dossier réalisé par Seydou Prosper SADIO

La recherche est fondamentale dans la reconstitution du capital semencier, a confié Dr Samba Thiaw, directeur du Centre national de recherche agricole (Cnra) de Bambey, à l'occasion de la visite de terrain que des responsables du Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest (Ppao/Waapp) de la Banque mondiale ont effectué dans certaines zones agro-écologiques du Sénégal pour s'enquérir de la mise en œuvre de la première année de la phase 2 dudit projet. De Ndiol à Saint-Louis en passant par la station de Sinthiou Malem, dans le Koungheul, au Centre d'étude régional pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (Ceraas) de

Thiès, les chercheurs s'activent, en collaboration avec les producteurs, pour mettre au point de nouvelles variétés agricoles de graines d'arachides au Sénégal. A la station de Ndiol, située à la sortie de Saint-Louis, en allant vers Richard Toll, un accent particulier a été mis sur la prise en compte de l'effet des pluies tardives sur l'arachide à travers l'expérimentation de nouvelles variétés dormantes, a déclaré Dr Issa Faye, sélectionneur dans le cadre du Programme arachide du Cnra de Bambey pour le compte de l'Isra. Ici, les experts s'activent sur l'expérimentation des lignées dormantes de la graine d'arachide qui ont la capacité de ne pas régénérer en cas

de pluies tardives dans les champs. Selon le directeur du Cnra, l'Isra est en train de travailler dans ce sens sur une centaine de variétés nouvelles, capables de s'adapter dans toutes les zones agro-écologiques du pays, voire de la sous-région ouest-africaine, grâce à une synergie d'action développée par l'Etat du Sénégal et la Banque mondiale.

Optimiser les rendements et améliorer la qualité nutritive

A Ndiol, l'expérimentation des croisements effectués entre des variétés traditionnelles d'arachides, comme la 55-437 et la 76-30, utilisée comme parent d'honneur pour créer la L4, qui est une nouvelle variété hybride, suit son cours. Il en est de même de la L27, un matériel issu de la célèbre fleur 11, bien connue des producteurs sénégalais. L'objectif visé à travers cette initiative est non seulement de booster la productivité mais aussi d'améliorer la qualité nutritive de la graine en termes de teneur en huile et de résistance contre certaines maladies, telles que l'affa-



toxine, a confié Dr Faye du Cnra. « Les nouvelles variétés produisent également beaucoup plus de fanes pour la nourriture du bétail et ont des gousses plus importantes que les graines actuelles », a-t-il ajouté. Outre cette ambivalence révolutionnaire, il est à noter également que des efforts ont été effectués sur le cycle de maturation de la graine en fonction de la pluviométrie respective des zones agro-écologiques du pays. En effet,

comme l'a indiqué le sélectionneur du Cnra, au Nord, par exemple, la station de Ndiol s'évertue à mettre au point de nouvelles variétés dont la durée de cycle ne dépasse guère 90 jours. Autant de résultats que les acteurs comptent vulgariser auprès des producteurs dans le cadre de la diffusion à grande échelle des variétés améliorées que préconise la Banque mondiale durant cette phase 2 du Waapp.

DR MACOUMBA DIOUF, DG DE L'ISRA

« Seules les innovations technologiques permettront d'atteindre l'autosuffisance alimentaire »

Interpellé sur les innovations technologiques en cours d'expérimentation ou de vulgarisation par le biais de la recherche agricole dans le monde rural, Dr Macoumba Diouf, directeur général de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), estime que c'est la seule alternative crédible pour atteindre les objectifs que s'est fixé l'Etat en autosuffisance alimentaire d'ici à 2017. Il plaide pour le renforcement des moyens mis à la disposition des chercheurs ainsi que l'amélioration de l'environnement de recherche dans les

différentes stations de l'Isra. « Le gouvernement et les partenaires ont compris que l'atteinte des objectifs dans l'agriculture passe nécessairement par l'introduction de nouvelles technologies agricoles », a dit Macoumba Diouf. C'est tout le sens de l'intervention du Ppao/Waapp dont la phase 2 vise justement à assurer une large diffusion des nouvelles variétés de spéculations introduites au Sénégal. Un point de vue que le directeur général de l'Isra partage avec la chargée du Programme Waapp/Sénégal, Aïfa Fatima Ndoye



Niane demeure convaincue que le développement de l'agriculture au Sénégal est loin d'être une utopie. « Nous pouvons atteindre une agriculture performante avec l'augmentation des rendements à l'hectare », a-t-elle souligné, non sans réitérer l'engagement de la Banque mondiale à accompagner le Sénégal dans cette voie.

L'espoir est permis chez les producteurs

Plusieurs producteurs ont exprimé leur satisfaction après l'introduction de nouvelles variétés d'arachides dans leurs champs. A Mbacké, où la délégation de la Banque mondiale s'est rendue, ils ont été nombreux à exprimer leur satisfaction par rapport aux actions entreprises par les acteurs dans le cadre de la reconstitution du capital semencier. C'est le cas dans la communauté rurale de Dalla Ngabou, dans le département de Mbacké, où les producteurs qui ont expérimenté, cette année, les nouvelles variétés déclarent à qui veut l'entendre que leurs rendements vont doubler ou tripler grâce à l'application du nouveau paquet technologique. En effet, cette communauté rurale fait partie de la cinquantaine retenue à travers le pays pour expérimenter les nouvelles variétés de semences de céréales sèches dans le cadre du Programme Waapp. Un peu partout, les producteurs se

réjouissent du bon comportement des semis et des rendements espérés qui, selon certains, peuvent même dépasser la tonne et demi à l'hectare durant cette campagne.

« Nous gardons espoir car, cette année, avec les nouvelles variétés de semences, nous pensons récolter plus d'une tonne par hectare », a dit El Hadji Ndiouga Faye, producteur à Thiombé, dans le Dalla Ngabou, tout en plaidant pour l'élargissement rapide de ce projet dans toutes les zones agro-écologiques du pays. Dans le Baol, outre l'adoption rapide des nouvelles variétés, la particularité réside dans le fait que les producteurs n'ont pas hésité à les utiliser dans leur alimentation quotidienne. Ils n'ont pas manqué de revenir sur l'impérieuse nécessité de mettre en place et à temps les semences et l'engrais, ainsi que le renouvellement du matériel agricole dans le monde rural.

ejicom | Ecole Supérieure de Journalisme, des Métiers de l'Internet et de la Communication

CYCLES CLASSIQUES

- Licence, 3 ans
- BTS/DTS, 2 ans

Conditions : Bac + test d'entrée
Stage garanti à tous dès la première année

CYCLES COURTS

Métiers de l'audiovisuel

option : **Présentateur/ Producteur Télé**

Durée : 10 mois (intensifs)
conditions : diplôme universitaire + test

Et aussi,

Nos cours du soir, pour professionnels en activité
Tel : +221 33 824 17 20 / Cell : +221 77 436 48 12
contact@ejicom.com - www.ejicom.com

VALLEE DU FLEUVE SENEGAL

Des essais sur de nouvelles variétés de riz adaptées au froid



Des opportunités d'améliorer la production de riz en contre-saison se multiplient dans la vallée du fleuve Sénégal. A Ndiaye, dans la région de Saint-Louis, des essais sont en cours à travers les programmes d'AfricaRice pour vérifier la tolérance des nouvelles variétés au froid afin de booster les rendements dans les périmètres irrigués.

Dans la vallée du fleuve, la double culture du riz est encore largement tributaire des aléas du temps en contre-saison. Les efforts consentis par les producteurs de cette zone dans la production de riz en saison froide sont souvent anéantis par la baisse de température qui peut aller jusqu'à 12° en décembre et février selon les indications météorologiques. Ce qui constitue un facteur bloquant dans la volonté d'améliorer les rendements pour atteindre l'autosuffisance en riz tant recherchée dans la bande sahé-

saharienne. Au Sénégal, pour inverser la tendance, des chercheurs sont en train de multiplier les actions sur le terrain pour arriver à l'homologation de nouvelles variétés précoces de riz capables de s'adapter à la rigueur du froid en contre-saison.

A la station d'AfricaRice, située dans le village de Ndiaye, au Nord de Saint-Louis, où des essais sont en cours grâce à un appui du Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest (Ppao/Waapp) de la Banque mondiale, l'espoir est permis, selon Dr Baboucar Mané, sélectionneur régional de la composante riz d'AfricaRice. « Nous sommes en train de faire des recherches pour mettre à la disposition des riziculteurs de nouvelles variétés tolérantes au froid qui sont hautement productives », a-t-il dit lors d'une visite de terrain effectuée au centre d'expérimentation de Ndiaye par les acteurs du Programme Waapp/Sénégal, en compagnie de la Banque mondiale.

SEMENCES AMELIOREES

De belles perspectives de récoltes de céréales sèches

En attendant leur diffusion à grande échelle dans toutes les zones agro-écologiques du pays, les nouvelles variétés de semences améliorées en termes de céréales sèches sont en train de bouleverser les habitudes culturelles au Sénégal.

Un peu partout dans les sites d'expérimentation des nouvelles semences de sorgho, maïs et niébé, les producteurs affichent le sourire. De Koungheul à Koumpentoum en passant par Dalla Ngabou, dans le Baol, et la communauté rurale de Léona, dans le Niambour, le constat est le même en cette fin de saison des pluies. Les cultures de semences améliorées introduites sur le terrain ont suscité un engouement certain auprès des producteurs. Et ceux qui se sont déjà consacrés à leur multiplication s'attendent à des récoltes jamais égalées dans le temps. « La question de l'amélioration de la productivité des céréales, une préoccupation majeure dans le monde rural, sera bientôt une réalité au Sénégal », a dit Assane Diop, technicien à l'Agence nationale de conseil agricole et rural (Ancar), par ailleurs responsable du programme « Diffusion à grande échelle des nouvelles variétés de sorgho dans le bassin arachidier ». Dans cette zone, où les variétés jusque-là vulgarisées ne permettent plus de satisfaire les besoins des producteurs du fait de la pauvreté des sols et des aléas climatiques, les cultivateurs n'ont pas hésité à s'orienter vers les nouvelles variétés de céréales sèches, comme le sorgho, le maïs et le niébé. Il s'agit notamment de l'Ictp-8203, du Sosat C88, du Gawane et du Thalack 2 pour les zones Nord, et les zones centre en ce qui concerne le mil mais aussi des variétés Faourou, Darou, Nganda et Guinthé, pour le sorgho. « Toutes ces variétés ont été testées avec succès depuis 2011 avec les producteurs du bassin arachidier », a fait remarquer le technicien de l'Ancar lors d'une visite de terrain qu'a effectuée la Banque mondiale au Sénégal, dans le cadre des activités du Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp). « Avec ces nouvelles variétés, on s'attend à des rendements d'un à trois tonnes à l'hectare », a indiqué Daouda Diallo, président du Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal (Resopp). Une structure devenue une référence dans la multiplication des semences de céréales dans le département de Koungheul.

Bonne percée du niébé à Koungheul

M. Diallo a profité de la visite des responsables du Waapp pour réitérer l'engagement de leur Réseau à oeuvrer pour une diffusion à grande échelle de ces semences, afin qu'elles profitent à l'ensemble des producteurs du Sénégal. Connu jadis pour son attachement au mil « souna », la zone de Koungheul est en train d'opérer une mue fondamentale avec l'arrivée de nouvelles spéculations dans la zone. Outre le sorgho, les producteurs s'adonnent de plus en plus à la culture de nouvelles spéculations, à savoir le niébé et le fonio. Peu ancré dans les habitudes culturelles des producteurs de la localité, le niébé séduit actuellement nombre d'agriculteurs dans le département de Koungheul. C'est l'exemple de Cheikh Sall qui n'a pas hésité à consacrer, cette année, une parcelle entière à la culture de cette semence améliorée. Son engagement à poursuivre l'expérience dans les prochaines années a fini de retenir l'attention dans cette partie du pays où les producteurs n'avaient pas l'habitude de cultiver du niébé, comme l'a indiqué Aminata Samb, technicienne de l'agriculture à Koungheul. Les qualités des nouvelles variétés de mil, de sorgho, de maïs et de niébé sont un peu partout louées par les cultivateurs. Ils gardent l'espoir de pouvoir non seulement doubler leurs rendements à l'hectare mais aussi de disposer d'une quantité suffisante de fanes à donner à leur bétail, surtout pour le niébé Mélakh, une nouvelle variété que l'Isra vient de mettre au point. Abdoulaye Touré, responsable du programme Waapp à la Banque mondiale, séduit par l'engouement qu'a suscité l'introduction des nouvelles semences au Sénégal, a toutefois plaidé pour leur large diffusion sur le terrain.

Dans la communauté rurale de Léona, dans le Niambour, et à Kelle Guèye, dans le département de Kébémér, plus d'une quarantaine de villages s'activent dans cette voie pour faire de la reconstitution du capital semencier des céréales une réalité ancrée dans les moeurs culturelles des paysans au Sénégal. Toutefois, il convient de mettre l'accent sur l'encadrement des producteurs, afin qu'ils maîtrisent davantage les itinéraires techniques.

Seydou Prosper SADIO

AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE

[Accueil du site](#) > [Français](#) > [Agriculture](#) > Plus de 200 variétés de mil en cours d'expérimentation au CNRA de (...)



SENEGAL-AGRICULTURE-RECHERCHE

Plus de 200 variétés de mil en cours d'expérimentation au CNRA de Bambey

+++Envoyé spécial : Mohamed Tidiane Ndiaye+++

Bambey, 6 oct (APS) -
dimanche 6 octobre 2013, par [Mohamed Tidiane Ndiaye](#)

Plus de 200 variétés de mil sont en train d'être expérimentées avec des croisements de différentes variétés dans le but d'accroître les rendements et les apports nutritionnels de cette denrée, a confié Dr Samba Thiaw, directeur du Centre national de recherches agronomiques (CNRA) de Bambey.

''Nous disposons de plus de 200 façons de mil dans notre centre. C'est ce que l'on appelle la collection de diversité génétique que nous sommes en train d'étudier. Chacune de ces variétés apporte une plus-value à la recherche'', a expliqué M. Thiaw qui recevait une mission conjointe de la Banque mondiale et de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) en tournée dans plusieurs localités du pays.

Les deux institutions ont initié une visite de terrain dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP).

Cette tournée entamée depuis le 1er octobre dans plusieurs localités du pays a vu la participation des représentants de plusieurs organismes d'exécution tels que le Conseil ouest et centre africain pour le développement agricole (CORAF), l'Agence nationale de conseil agricole (ANCAR) ou encore le Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA).

Des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, l'Institut de technologie alimentaire (ITA), des organisations paysannes et plusieurs autres acteurs spécialisés ont pris part à cette visite de terrain dans les localités de Koungheul (Kaffrine, centre) Koumpentoum, Koussanar, Sinthiou Malème (Tambacounda, est), de Dalla Ngabou, Bambey (Diourbel, centre) et de Ndiol (Saint-Louis) entre autres localités du pays.

''Même si nous n'arrivons pas à cultiver ces 200 variétés, elles possèdent des gènes qui peuvent être valorisés en vue de renforcer et de peaufiner d'autres variétés. Ces variétés améliorées peuvent augmenter la quantité et la qualité de la farine à base de mil'', a souligné le directeur du CNRA.

Devant ses collaborateurs et les partenaires financiers, il est longuement revenu sur le processus de recherche en insistant sur les aspects liés à l'adaptation d'une variété donnée à un milieu géographique déterminé.

''Le travail sur les variétés est tellement important parce que chaque variété est adaptée à un environnement donné. Cette adaptation se fait en fonction du degré de résistance à un insecte ou une maladie ou encore pour la résistance à une mauvaise herbe. C'est valable pour la sécheresse et les hautes températures'', a-t-il dit.

Selon lui, les résultats des études commencent à produire des variétés intéressantes obtenues à partir d'un croisement entre le mil sanio qui a un cycle très long et du mil souna.

''La caractéristique principale de ce mil est que le rendement est très bon. Il y a aussi la qualité du gain en termes de farine (...) les résultats ont aussi montré que les apports nutritifs de ce mil sont très importants et de grandes firmes de transformation commencent à s'intéresser à nos résultats de recherche'', s'est félicité Dr Samba Thiaw.

SENEGAL-AGRICULTURE-INNOVATIONS

Mbacké : les nouvelles variétés de semences appréciées par les paysans+++Envoyé spécial: Mohamed Tidiane Ndiaye+++

🕒 2013-10-06 18:55:20 GMT

Dalla Ngabou (Mbacké), 6 oct (APS) – Plusieurs producteurs de la communauté rurale de Dalla Ngabou dans le département de Mbacké ont exprimé leur satisfaction après l'introduction de nouvelles variétés de semences améliorées par les techniciens de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), en confiant que leurs rendements vont être doublés grâce à l'application d'un paquet technologique qui commence à porter ses fruits.

Cette communauté rurale située au cœur du Baol, fait partie de la cinquantaine de localités choisies pour tester les nouvelles semences mises en place par les chercheurs de l'ISRA au début de l'hivernage. Les producteurs bénéficiaires n'en reviennent toujours pas sur le bon comportement de leurs cultures qui sont en phase de maturation.

“Nous n'avons pas encore récolté les champs de mil. Mais rien qu'à voir la taille des épis, nous allons doubler voire tripler nos rendements pour cette année, tellement les cultures se comportent bien”, s'est réjoui El Hadji Ndiouga Faye, bénéficiaire d'une nouvelle variété de mil appelée Souna3.

Bien emmitoufflé dans sa tenue de travail, M. Faye faisait partie d'un groupe de paysans venus accueillir la délégation de la mission conjointe de la Banque mondiale et de l'ISRA sur l'évolution de l'introduction de nouvelles variétés de semences dans plusieurs localités du monde rural.

Les deux institutions ont initié une visite de terrain dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP).

Entamée depuis le 1er octobre cette tournée dans plusieurs localités du pays a vu la participation des représentants de plusieurs organismes d'exécution tels que le Conseil ouest et centre africain pour le développement agricole (CORAF), l'Agence nationale de conseil agricole (ANCAR) ou encore le Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA).

Des représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, l'Institut de technologie alimentaire (ITA), des organisations paysannes et plusieurs autres acteurs spécialisés ont pris part à cette visite de terrain dans les localités de Kougheul (Kaffrine, centre) Koumpentoum, Koussanar, Sinthiou Malème (Tambacounda, est), de Dalla Ngabou, Bambey (Diourbel, centre) et de Ndiol (Saint-Louis) entre autres localités du pays.

“D'habitude avec le mil classique nous récoltons 400 à 500 kilogrammes l'hectare, avec les nouvelles variétés nous espérons dépasser de loin la tonne à l'hectare. En tout cas moi je ne serais pas content si je récolte seulement une tonne à l'hectare, mes prévisions dépassant de loin cette quantité”, s'est enthousiasmé Cheikh Sambou, un autre producteur du village de Thiombé dans la communauté rurale de Dalla Ngabou.

Dans toutes les localités traversées par cette mission, les producteurs qui ont bénéficié les nouvelles variétés de semences se disent optimistes quant à l'amélioration de leurs rendements avec des gains de productivité qui s'annoncent prometteurs du fait de l'introduction de la recherche dans l'élaboration des pratiques culturales.

“Le mil servait uniquement à la consommation et à l'alimentation de la famille, mais avec ces doublement et ces triplements de rendement, une bonne partie du mil va être orientée à des fins commerciales en plus de l'arachide. Cela peut augmenter les revenus des paysans”, a fait remarqué le directeur de l'ISRA Dr Macoumba Diouf.

SENEGAL-AGRICULTURE

L'exploitation à outrance des terres est la cause de leur infertilité, selon un technicien +++ Envoyé spécial : Mohamed Tidiane Ndiaye+++

🕒 2013-10-08 09:05:49 GMT

Kelle Guèye (Louga), 8 oct (APS) - La pauvreté des sols dans les régions de Diourbel, Louga et Thiès, conséquence de la monoculture et de l'exploitation à outrance des terres, a atteint des proportions inquiétantes, selon Dr Massata Niang, conseiller technique au ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural.

"La pauvreté des sols dans le Ndiambour (Louga), le Cayor (Thiès) et le Baol (Diourbel) a atteint un degré inquiétant. Dans ces localités, les rendements agricoles ne sont plus importants, à cause de l'état des sols", a signalé Dr Niang.

Il dirige une délégation du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, dans le cadre d'une tournée dans le monde rural. Des représentants de la Banque mondiale prennent part à cette visite qui a démarré le 1er octobre.

Y participent aussi des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), des représentants du Conseil ouest et centre-africain pour le développement agricole (CORAF), de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) et du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA).

L'Institut de technologie alimentaire (ITA) est représenté, des organisations paysannes aussi.

Les localités de Kounghoul (région de Kaffrine), Koumpentoum, Koussanar, Sinthiou Malème (région de Tambacounda), Dalla Ngabou, Bambey (région de Diourbel), Ndiol (Saint-Louis), parmi d'autres, ont été visitées à l'occasion de cette tournée.

A l'étape de Kelle Guèye, un village de la région de Louga, le mauvais comportement des cultures a attiré l'attention des visiteurs. La courte période des pluies et le manque d'intrants agricoles chez les producteurs sont parmi les causes de l'état des cultures, ont expliqué des techniciens de l'agriculture.

"En plein hivernage, une personne peut s'habiller de vêtements blancs, s'asseoir sur le sol et se relever, sans se salir les habits, parce que le sol est fin comme celui de la plage. Cela montre le degré de dégradation du sol, qui est très inquiétant", a expliqué Dr Massata Niang.

"Beaucoup de facteurs sont à l'origine de cette dégradation des sols", a dit le conseiller technique, citant la monoculture et l'exploitation à outrance des surfaces emblavées.

Il explique cette exploitation à outrance des terres : "Même s'il peut bel et bien nourrir sa famille avec trois hectares, un chef de carré se voit obligé d'en exploiter 10, parce qu'un voisin a cultivé autant. Il pense qu'en exploitant trois hectares, il risque de rater son hivernage."

Dr Niang, vétérinaire de formation, recommande l'usage de substances organiques et minérales, pour pallier les faibles rendements.

"Il y a un système d'intensification agricole qui a actuellement tout son sens dans la Cayor, le Ndiambour et le Baol. Il consiste à exploiter des superficies raisonnables, d'utiliser un amendement organique suffisant et un amendement minéral, mais aussi de bonnes semences", a-t-il recommandé aux producteurs.

Ces dispositions peuvent permettre aux producteurs d'avoir de meilleurs rendements, a-t-il assuré, souhaitant le développement de l'agriculture pluviale dans les trois régions déjà citées.

SENEGAL-AGRICULTURE-RECHERCHES

Une centaine de variétés arachidières testées par l'ISRA (chercheurs) +++Envoyé spécial : Mohamed Tidiane Ndiaye+++

Ndiol (Saint-Louis), 9 oct (APS) -

mercredi 9 octobre 2013, par [Mohamed Tidiane Ndiaye](#)

Plus d'une centaine de variétés de semences arachidières sont en cours d'expérimentation dans les différentes stations de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) en vue d'augmenter les rendements à l'hectare et d'éliminer tous les risques liés à la consommation d'aliments à base d'arachide, ont confié des responsables dudit institut.

‘Pour avoir cette reconstitution du capital semencier, il faut nécessairement en amont que la recherche puisse fonctionner et créer toutes les conditions pour la mise à disposition de toutes les variétés à la base’, a dit Dr Samba Thiaw, directeur du Centre national de recherches agronomiques de Bambey (CNRA).

Il prenait part à une visite de terrain dans le monde rural initiée par le gouvernement du Sénégal et la Banque mondiale dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP).

Y participent aussi des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), des représentants du Conseil ouest et centre-africain pour le développement agricole (CORAF), de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) et du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA). L'Institut de technologie alimentaire (ITA) est représenté, des organisations paysannes aussi.

Les localités de Koungheul (région de Kaffrine), Koumpentoum, Koussanar, Sinthiou Malème (Tambacounda), Dalla Ngabou, Bambey (Diourbel), Ndiol (Saint-Louis), parmi d'autres, ont été visitées à l'occasion de cette tournée.

A l'étape de Ndiol dans la région de Saint-Louis, plusieurs champs d'expérimentation ont été visités. ‘Nous pouvons dire que c'est une centaine de variétés, même si certaines ne pourront pas être vulgarisées parce que chaque variété possède une caractéristique intéressante pour laquelle nous la suivons. (...) Avec ces nouvelles variétés, nous pouvons atteindre des rendements de trois à quatre tonnes à l'hectare’, a expliqué Dr Thiaw.

Il a insisté sur la nécessité de multiplier ces variétés à travers des parcelles de démonstration en milieu paysan avant de procéder à l'étape d'homologation.

‘Nous sommes en train de tester plusieurs variétés en fonction des zones agro-écologiques pour disposer de toutes les données nécessaires avant de faire l'homologation. Pour le moment, nous sommes en phase de sélection en vue de multiplier les semences pour une production à grande échelle avec l'appui des partenaires au développement’, a-t-il dit.

Ces nouvelles variétés sont en train d'être testées dans les différentes stations de l'ISRA tel que Nioro du Rip (Kaolack), Bambey (Diourbel), Sinthiou Malème (Tambacounda) ou encore Ndiol (Saint-Louis).

‘Avant de faire la production semencière, il faut d'abord travailler sur une variété, la créer et la tester. (...) Nous avons des formes de variétés qui sont en train d'être diffusées. D'ici un à deux ans, nous en aurons suffisamment pour la diffusion dans différentes zones agro-économiques’, a expliqué Issa Faye, un sélectionneur chargé du programme arachide à l'ISRA.

Les chercheurs, répartis entre différentes stations, travaillent pour l'optimisation des rendements et l'amélioration de la qualité de la graine qui sera consommée.

‘Nous faisons beaucoup de croisement des variétés pour à la fois augmenter le rendement à l'hectare et éliminer toutes les pathologies liées à la consommation de l'arachide avec notamment l'élimination de l'aflatoxine’, a assuré M. Faye.

SENEGAL-AGRICULTURE-RECHERCHE

Sorgho : de nouvelles semences testées dans le Ndiambour pour booster les rendements++ +Envoyé spécial : Mohamed Tidiane Ndiaye+++

🕒 2013-10-10 21:53:30 GMT

Léona (Louga), 10 oct (APS) – De nouvelles variétés de semences de sorgho pouvant atteindre trois tonnes à l'hectare ont été introduites dans la région de Louga, où la culture du mil et de l'arachide n'atteint plus les rendements escomptés, du fait de la pauvreté des sols.

Dans la communauté rurale de Léona, située dans le département de Louga, pas moins de quarante hectares de cette variété de mil ont été semés dans 48 villages en guise de test pour son introduction dans le Ndiambour et dans le Ferlo.

Ici les champs de mil et d'arachide ne se comportent pas en effet très bien, du fait de la pauvreté des sols due à la monoculture et au cycle court de la pluviométrie dans la zone. Les paysans espèrent de fait avoir une à deux pluies pour permettre aux semis tardifs de boucler leur cycle.

Au sortir du village de Léona, un champ de sorgho bien touffu avec des tiges qui se portent bien attire l'attention du visiteur. Cette parcelle constitue l'un des sites d'expérimentation d'une nouvelle variété de sorgho destinée à la région.

“Le Ndiambour avait fini de mettre une croix sur la culture du sorgho parce que les rendements étaient très mauvais avec 100 à 200 kilogrammes à l'hectare. Mais, avec l'introduction de nouvelles variétés de sorgho qui sont certifiées par les chercheurs, il est possible d'avoir plus de trois tonnes à l'hectare vu le comportement du champ”, a expliqué Samba Diaw, président du Comité local de la Concertation des organisations des producteurs (CLCOP) de la Communauté rurale de Léona.

Il prenait part à une visite de terrain dans le monde rural, initiée par le gouvernement du Sénégal et la Banque mondiale dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP).

Des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), des représentants du Conseil ouest et centre-africain pour le développement agricole (CORAF), de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) et du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA) ont également participé à cette visite.

L'Institut de technologie alimentaire (ITA) était également représenté, tout comme les organisations paysannes.

Devant les techniciens de l'ISRA et les partenaires financiers, M. Diaw a expliqué que, dans la communauté rurale, près de 80 producteurs ont bénéficié de ces nouvelles variétés pour en faire une production semencière.

“Nous voulons, dès l'année prochaine, procéder à une diffusion à grande échelle pour que cela profite à un maximum de paysans. Cela permettrait de compenser les rendements faibles dans notre localité”, a-t-il espéré.

“Avec les nouvelles variétés, les producteurs peuvent s'attendre à des rendements de trois tonnes. Il convient d'instaurer des stratégies d'encadrement à l'intention des producteurs et les former sur l'itinéraire technique”, a poursuivi Assane Diop, responsable du programme "Diffusion à grande échelle des nouvelles variétés de sorgho dans le bassin arachidier".

M. Diop, qui est par ailleurs technicien spécialisé à l'ANCAR des Niayes, a fait valoir que le but est d'augmenter les rendements en céréales sèches qui étaient très faibles dans cette zone. “La culture du sorgho avait presque disparu dans cette zone compte tenu de la faiblesse des rendements qui étaient de l'ordre de 200 tonnes à l'hectare”, a-t-il dit.

“Les anciennes variétés ne répondent plus aux besoins des producteurs. Nous avons des variétés qui ont été créées par les chercheurs et qui prospèrent bien dans cette zone”, a insisté M. Diop, un des encadreurs des producteurs de Léona, une localité qui fait partie de la zone agro-écologique des Niayes du Sénégal.

Des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) et ceux du Centre du riz pour l'Afrique (Africa Rice) sont en train de développer des stratégies d'adaptation de la culture du riz en contre-saison dans la vallée du fleuve du Sénégal en vue de multiplier les quantités pour arriver à l'autosuffisance alimentaire en riz.

A Ndiaye, un village situé dans le département de Saint-Louis (Nord), les rizières sont en perte de vue. Dans ce site qui abrite le Centre du riz pour l'Afrique, des chercheurs travaillent sur différentes variétés pour permettre la pratique de la double culture dans la zone.

“Nous sommes en train de faire des recherches pour trouver des variétés tolérantes au froid, qui sont hautement productives et qui présentent des qualités nutritionnelles. (...) Nous pourrions faire des cultures en saison froide comme en saison sèche pour booster les rendements et arriver à cette autosuffisance en riz tant attendue”, a expliqué Boubacar Mané, l'un des responsables d'Africa Rice.

Il prenait part à une visite de terrain dans le monde rural initiée par le gouvernement du Sénégal et la Banque mondiale dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP).

Y participent aussi des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), des représentants du Conseil ouest et centre-africain pour le développement agricole (CORAF), de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) et du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA).

L'Institut de technologie alimentaire (ITA) est représenté, des organisations paysannes aussi.

Responsable pour Africa Rice de la composante en riz dans plusieurs pays de la bande sahélo-sahélienne, Boubacar Mané estime que la pratique de la double culture permettra d'accélérer la cadence pour arriver à cet objectif d'autosuffisance en riz.

“Plus de 200.000 tonnes importées tous les ans, c'est trop. Nous sommes en train de travailler sur des variétés dont les rendements varient entre 8 et 10 tonnes à l'hectare. Imaginez dans ce cas, un paysan qui a deux fois ce même rendement dans l'année avec la pratique de la double culture”, a-t-il souligné, un brin d'optimisme.

“Au niveau du centre de Ndiaye nous sommes en train de faire des essais avec sept nouvelles variétés qui puissent être cultivées aussi bien en hivernage qu'en contre-saison ou en période de froid”, a ajouté Dr Thiaka Diouf à la tête d'un groupe de chercheurs qui travaillent sur ces variétés développées dans ledit centre.

“Entre les mois de décembre et janvier, on constate des températures basses en dessous de 12 degrés. Cette baisse des températures a pour effet d'allonger les cycles et même entraîner une stérilité des plantes. Ce sont des variétés qui présentent des caractéristiques pour faire la double culture”, a expliqué le chercheur.

SENEGAL-AGRICULTURE



**Tambacounda : la SODEFITEX se félicite du bon comportement des cultures et vise 35.000 tonnes
+++Envoyé spécial : Mohamed Tidiane Ndiaye+++**

2013-10-13 18:26:56 GMT

Koussanar, 13 oct (APS) – La culture du coton se porte bien dans la région de Tambacounda (Est), où la production devrait atteindre 35.000 tonnes cette année, selon Goulé Guèye de la Société de développement et des fibres textiles du Sénégal (SODEFITEX).

"La production de cette année va tourner autour de 35.000 tonnes. Ce qui fera une tonne à l'hectare, parce que les superficies emblavées et validées sont estimées à 35.000 hectares", a dit M. Guèye, responsable des méthodes et techniques d'agriculture à la SODEFITEX.

Il participait à une récente visite dans le monde rural, à l'initiative du ministère sénégalais de l'Agriculture et de l'Équipement rural, et de la Banque mondiale. Cette visite rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO).

Le PPAAO est un programme de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, 15 pays). Il est tiré du programme agricole du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), des représentants du Conseil ouest et centre-africain pour le développement agricole (CORAF, 22 pays), de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) du Sénégal et du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaires (FNRAA) ont participé à la visite.

L'Institut de technologie alimentaire (ITA) du Sénégal et des organisations paysannes du pays étaient aussi représentés.

A l'étape de la station d'expérimentation de Koussanar, qui est une antenne représentative de la zone nord du bassin cotonnier sénégalais, Goulé Guèye a mis en relief le bon comportement des cultures cotonnières.

"Actuellement, la culture du coton se porte très bien. Durant ces dernières années, on avait des problèmes liés à la faiblesse des prix, mais aussi des difficultés relatives à la pluviométrie, ce qui faisait que les rendements étaient très faibles. Mais depuis deux ans, la tendance est positive", a-t-il signalé.

"Nous avons procédé à des activités de sensibilisation, à l'intention des producteurs, et lutté contre les trafiquants d'intrants. Des intermédiaires avaient l'habitude de faire main basse sur les intrants agricoles destinés à la culture du coton", a affirmé M. Guèye.

Le bon comportement des cultures dans le bassin cotonnier du Nord lui rappelle une époque où la coton-culture rapportait beaucoup.

"C'est en 1992 que nous avons eu notre production record de 50.000 tonnes. A l'époque, nous organisions à Tambacounda les +fêtes du coton+ pour célébrer ces productions record. Depuis quelques années, nous n'avons pas organisé ces fêtes, mais nous comptons les rééditer à l'avenir", a-t-il dit.

**MISSION DE SYNTHÈSE RÉGIONALE OUAGADOUGOU,
NOVEMBRE 2013**

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La Banque mondiale demande au privé d'accompagner les Etats d'Afrique de l'Ouest

Ouagadougou : Outre la nécessité d'intéresser davantage le privé dans le financement des programmes agricoles, la Banque mondiale vient d'exhorter les Etats bénéficiaires du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp) à mobiliser davantage de ressources additionnelles dans la mise en œuvre dudit programme. C'est l'une des recommandations du 6ème Comité régional de pilotage du Ppaao que la capitale burkinabé vient d'abriter les 14 et 15 novembre courant.

De notre envoyé spécial
Seydou Prosper SADIO

Les efforts des pouvoirs publics doivent être soutenus par le secteur privé, a déclaré à Ouagadougou, Mme Mercy Tembon, représentante-résidente de la Banque mondiale au pays des hommes intègres. Venue assister à l'ouverture des travaux du 6ème Comité régional de pilotage (Crp) du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp), Mme Tembon, estime que, pour ce programme agricole qui reste un outil par-

fait d'intégration régionale en Afrique, doit intéresser davantage le secteur privé national et étranger dans son financement. « Les pays ont fait certes des efforts considérables dans le financement du programme, mais il est indispensable de mobiliser davantage de ressources pour accélérer l'atteinte des objectifs », a dit Mme Tembon, à l'ouverture des assises de Ouaga. Elle demeure convaincue que cette nouvelle démarche reste un des enjeux majeurs des nouvelles orientations qui doivent guider le programme dans l'ensemble des pays.

Mercy Tembon estime également qu'il est nécessaire d'harmoniser davantage le cadre réglementaire et veiller à son application au sein des 13 Etats qui déroulent, en ce moment, les activités du Waapp. A ce titre, elle n'a pas manqué de pointer du doigt, un des enjeux de l'agriculture en Afrique à savoir, l'implication du secteur privé dans les programmes agricoles, mais aussi la promotion de l'emploi des jeunes dans le secteur. Des objectifs qui, selon Mercy Tembon, pourraient être améliorés à travers la diffusion, à grande échelle, des technologies agricoles nouvellement mises au point dans le cadre du Ppaao.

Abondant dans le même sens, le ministre burkinabé de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Mahama Zoun-



grana, a, au nom des gouvernements de la sous-région, réitéré l'attention particulière que les Etats de la Cedeao accordent au Ppaao/Waapp. Il a saisi l'occasion pour exhorter les acteurs à maintenir l'approche qui prévaut dans la mise en œuvre des activités, à savoir réduire le fossé entre les résultats obtenus par la recherche dans les filières prioritaires identifiées par les Etats et l'adoption de ces technologies par les producteurs sur le terrain.

En effet, après six années de mise en œuvre, le Ppaao apparaît comme un modèle réussi d'intégration régionale pour les Etats et un outil performant de productivité agricole pour les producteurs, a souligné le directeur exécutif du Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (Coraf). Le Dr. Harold Roy Mauley, demeure convaincu que le Ppaao, à travers ses plateformes d'innovations, peut contribuer à relever le défi de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Le Ppaao propose une intégration régionale et le transfert de technologies agricoles

OUAGADOUGOU : L'accélération de l'intégration régionale par le biais du transfert de technologies agricoles en Afrique sera un des objectifs majeurs des prochaines étapes de la mise en œuvre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao). C'est ce qu'on peut retenir de l'atelier de synthèse des missions d'appui dudit programme qui se tient en ce moment à Ouagadougou.

De notre envoyé spécial Seydou Prosper SADIO

Tenu en prélude de son sixième Comité régional de pilotage prévu à Ouagadougou, les 14 et 15 novembre courant, l'atelier de synthèse des missions d'appui du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao) a levé un coin du voile sur les prochaines orientations de cet ambitieux outil de développement agricole dans cette partie de l'Afrique. En effet, les acteurs impliqués tout comme les bénéficiaires ainsi que les bailleurs de fonds qui l'ont financé, ont été unanimes à reconnaître la pertinence de ce programme entamé en 2008 dans la zone ouest-africaine. En cette sixième année de sa mise en œuvre sur le terrain, le Ppaao/Waapp, selon ses initiateurs, a connu des avancées très remarquables. En matière de gouvernance, tous les manuels prévus pour la gestion du projet ont été élaborés et les acteurs, à tous les niveaux, s'emploient à observer et à respecter

les procédures. De nombreuses concertations nationales et sous-régionales ont été également organisées de manière régulière. C'est le cas de ce qui se passe en ce moment à Ouagadougou. Cependant, il a été reconnu que l'adaptation et le transfert des technologies agricoles dans cet espace ouest-africain demeurent encore le ventre mou de ce programme. Et pourtant, c'est l'un des objectifs majeurs du Ppaao. Le responsable du Programme à la Banque mondiale, Abdoulaye Touré, a profité des assises de Ouagadougou pour inviter les Etats à relever ce défi. M. Touré estime que la prise en compte de la dimension régionale permettra non seulement d'assurer, à terme, le succès de ce programme dont l'objectif final reste la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest mais aussi d'accélérer l'intégration régionale à travers le transfert de technologies agricoles.

L'implication du secteur privé, une nécessité

Outre cette dimension régionale, les responsables du Ppaao ont attiré l'attention des pays bénéficiaires sur la nécessité d'impliquer davantage le secteur privé dans la mise en œuvre du programme. Le financement à la demande des différents projets des producteurs ainsi que l'adoption et la génération de nouvelles technologies agricoles ne peuvent donner les résultats escomptés sans une réelle implication du privé, a dit Abdoulaye Touré. Il a profité de l'occasion pour saluer les efforts entrepris par les pays anglophones comme le Nigeria. Selon lui, les pays francophones semblent traîner le pas dans le développement des relations avec le privé dans le domaine agricole. Pour sa part, le responsable du Ppaao/Sénégal auprès de la Banque mondiale, Alfa Fatimata Ndoye Niane, a insisté sur la nécessité de corriger les lacunes connues dans la première phase du programme en mettant l'accent, entre autres défis, sur les stra-

tégies de diffusion des technologies et la nécessité de couvrir le maximum de producteurs afin de réaffirmer un impact certain dans la croissance des pays bénéficiaires. Mme Niane n'a pas manqué de plaider pour un partenariat plus fécond entre pays bénéficiaires en transfert de technologies.

Sur ce plan, il a été noté, avec un regain d'intérêts, certains échanges déjà entrepris dans les activités de diffusion, à grande échelle, des technologies par des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et la Gambie. On peut citer l'exemple de l'adaptation en cours de la race zébu Azawak et Goudali du Niger au Burkina tout comme le transfert vers la Côte d'Ivoire de technologie de la volaille locale, plus connue sous le nom de poulets bicyclettes. Le Mali serait aussi prêt à adapter les nouvelles variétés de semences agricoles du Sénégal.

S. P. SADIO

Vers la création d'une industrie semencière en Afrique de l'Ouest

Le Coraf a profité de la rencontre de Ouagadougou pour inviter les 13 Etats bénéficiaires du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest à prendre à bras-le-corps la question de la production de semences certifiées dans cet espace. Cet engagement doit, selon le spécialiste de l'agrobusiness du Coraf, M. Yacouba Diallo, déboucher sur la création d'une véritable industrie semencière en Afrique de l'Ouest. Il a profité de l'occasion pour lever un coin du voile sur ce que le Coraf est en train de mettre en œuvre dans le cadre du Ppaao pour atteindre cet objectif. Il s'agit d'abord de la mise en place d'un consortium qui réunira l'ensemble des acteurs impliqués dans les différents maillons de la production de semences des chercheurs aux comités économiques tels que le Ciss, en passant par les associations nationales de production de semences ainsi que les partenaires

techniques et financiers sans oublier les privés. L'objectif de cette industrie semencière sera non seulement d'harmoniser les règles régissant le contrôle de qualité dans la production de semences mais aussi la certification et la commercialisation. Le Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (Ciss) s'est déjà impliqué dans cette œuvre à travers la création d'un consortium devant permettre d'harmoniser ce projet sur le terrain, a déclaré M. Diallo, hier, à Ouagadougou. Il a révélé d'ailleurs que certains pays comme le Togo et le Bénin ont déjà bénéficié de l'appui de ce consortium en animation. Des négociations sont également en cours entre le Coraf et le Ppaao pour élargir ce programme qui va concerner, dans un premier temps, sept pays de la région dont le Sénégal, sur l'ensemble des Etats membres de la Cedeao, a ajouté Yacouba Diallo.

S. P. SADIO

RÉACTIONS

DR MASSATA NIANG, PRÉSIDENT DU COMITE DE PILOTAGE PPAO/SENEGAL

« L'ouverture au secteur privé est effective depuis longtemps au Sénégal »

Si l'on regarde aujourd'hui l'évolution de notre agriculture, on verra bien que le privé est bien présent dans le secteur. Le Sénégal est d'ailleurs en négociation très avancée pour ne pas dire achevée avec la Banque mondiale pour la mise en place d'un grand projet accés à l'agro-

business et à la promotion des exploitations familiales qui va accorder une place importante aux privés nationaux et étrangers à travers l'Apix pour le développement agricole. Avec le Ppaao, il s'agit de valoriser davantage les acquis de la recherche sur l'ensemble de la région ».

GISELLE D'ALMEIDA, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CORAF

« L'implication du secteur privé favorisera la création d'emplois »

L'implication du secteur privé a été une des recommandations fortes du Comité régional de pilotage. Cela va non seulement booster la productivité mais aussi créer de l'emploi pour les jeunes. Je pense qu'il faut aller aujourd'hui vers de nouveaux paradigmes car jusqu'ici, on n'a mis en avant que la re-

cherche publique. Au Coraf, nous travaillons sur la recherche intégrée au développement et au Sénégal, on doit se féliciter d'avoir un outil comme le Fnraa. Il s'agit d'intégrer davantage le privé dans la recherche afin de valoriser le développement du secteur agricole ».

OUMAR SENE, COORDONNATEUR NATIONAL DU PPAO/SENEGAL

« Il faut s'appuyer sur les plateformes d'innovation »

Il faut mettre l'accent sur la grande diffusion des technologies à l'échelle régionale car dans la première phase du Waapp 1-A, il y a eu une grande génération de technologies qui ont été initiées. Maintenant, il faut

faire en sorte qu'elles puissent arriver à leurs utilisateurs que sont les producteurs. Et dans cette voie, je pense qu'il faudra s'appuyer sur les plateformes d'innovation ».

MAMADOU CISSOKHO, PRÉSIDENT D'HONNEUR DU CNCR/SENEGAL

« Il faut une alliance régionale entre institutions de recherche et producteurs »

Il faut aider à valoriser l'expertise endogène des producteurs locaux. On ne peut pas parler de producteurs de semences certifiées et ne pas tenir compte aussi de là où l'on va les mettre. Je propose donc une alliance régionale entre les institutions de

recherches agricoles et les producteurs pour réfléchir davantage sur l'urgence du danger des plastiques dans les terres africaines de production agricole et impliquer davantage les privés dans le financement de l'agriculture ».

OUSMANE NDOYE, GESTIONNAIRE DE PROGRAMME AU CORAF

« On est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs du Ppaao »

Au Coraf, on a fini d'adopter la stratégie des plateformes d'innovations où se retrouvent tous les acteurs. Cela permet d'adapter facilement les innovations de technologies à la base. Il s'agit de renforcer l'animation

des unités de production de semences et améliorer l'offre commerciale en semences de base et en semences certifiées grâce à l'implication des privés dans les pays ».

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La Bad investit près de 12 milliards de FCfa dans le Fonds africain de l'énergie renouvelable

La Banque africaine de développement va participer à hauteur de 25 millions de dollars Eu (environ 12,5 milliards de FCfa) au capital du Fonds africain de l'énergie renouvelable. Près de 39,5 milliards de dollars Eu (environ 19,7 milliards de FCfa) ont été également mobilisés auprès d'autres bailleurs.

La Banque africaine de développement (Bad) vient d'approuver une prise de participation de 25 millions de dollars Eu au capital du Fonds africain de l'énergie renouvelable (Faer) et a confirmé la mobilisation de 39,5 milliards de dollars Eu auprès d'autres bailleurs. Le Faer, indique un communiqué de la Bad, est un fonds de capital-investissement, qui investit dans des projets d'énergie renouvelable (d'énergie modeste et moyenne) en Afrique subsaharienne (à l'exclusion de l'Afrique du Sud), et vise une capitalisation totale de 150 à 200 milliards de dollars Eu. Les ressources annuelles nécessaires à l'adaptation au changement climatique et à la mise en œuvre de solutions à faible émission de carbone en Afrique atteindraient, selon les estimations, entre 22 et 31 milliards de dollars Eu d'ici à 2015. Or, poursuit le communiqué, s'il y a un besoin

urgent de fonds d'investissements dédiés aux énergies renouvelables et qui ciblent l'Afrique subsaharienne, seuls quelques fonds panafricains destinés aux infrastructures sont aujourd'hui en mesure d'investir dans les technologies propres.

Le Faer aura un rôle d'importance en canalisant un flux accru de capitaux privés vers les industries de production d'énergies propres en Afrique, tout en réduisant les émissions actuelles de gaz à effet de serre. En investissant dans des technologies propres, indique le communiqué, le Fonds aidera les gouvernements à atteindre leurs objectifs en énergies propres et en émissions de carbone, tout en contribuant à créer des emplois, à générer des revenus, à améliorer tant la qualité que la quantité des prestations, et à augmenter les recettes publiques. Le Fonds africain de l'énergie renouvelable, indique le communiqué de

la Bad, a été conçu pour répondre aux besoins d'investissements et faire effet de levier, afin d'attirer des investissements supplémentaires, nécessaires pour créer des industries durables dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne.

La Bad a joué un rôle essentiel dans la conception de ce fonds, dans sa structure et le choix du gestionnaire notamment. De plus, rapporte le communiqué, la Banque est l'un des promoteurs et investisseurs de référence du Faer, au côté du Fonds des énergies durables pour l'Afrique ("Sustainable Energy Fund for Africa" Sefa, en anglais), qui fournira 25 millions de dollars Eu sous forme de prise de participations. Par ailleurs, le Sefa contribuera à hauteur de 10 millions de dollars Eu au financement de la facilité d'appui au projet. Le Fonds pour l'environnement mondial (Fem) investira, quant à lui, 4,5 millions de dollars Eu, provenant d'un programme de partenariat public-privé géré par la Bad.

Adama MBODJ

PRODUCTIVITE AGRICOLE

Des privés chinois prêts à apporter leur expertise à l'Afrique de l'Ouest

OUAGADOUGOU (Burkina Faso) : Des privés chinois comptent apporter leur concours au développement de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest. Ce partenariat technique sera traduit, sur le terrain, par le transfert de technologies agricoles. Il entre dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises chinoises en Afrique, a déclaré Miao Wang, membre de la délégation chinoise venue prendre part à la 6ème session du Comité régional de pilotage du Ppaao/Waapp à Ouagadougou.

De notre envoyé spécial à Ouagadougou Seydou Prosper SADIO



Les Chinois estiment qu'il n'y a pas une nation aussi indiquée que la leur pour aider l'Afrique à assurer la sécurité alimentaire. Pour ce faire, des privés chinois ont pris l'engagement à accompagner désormais le business qui marque jusque-là leur présence en Afrique par une attention beaucoup plus accentuée sur la responsabilité sociale de leurs entreprises à travers le partage d'expérience dans le secteur agricole. Par cette voie, ils estiment que la Chine pourra ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs que les Etats africains se sont fixés dans le domaine de l'agriculture. Pour la région ouest africaine, les privés chinois venus prendre part à la sixième session ordinaire du Comité régional de pilotage du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (Ppaao) qui se tient en ce moment à Ouagadougou, ont dit

leur engagement à apporter leur concours au développement de l'agriculture dans cette partie du continent. Le partage d'expériences et le transfert de technologies seront un des leviers sur lesquels s'appuiera désormais, cette nouvelle orientation de la Chine en Afrique, a dit Miao Wang, représentant d'une firme chinoise au Nigéria. Les Chinois comptent ainsi profiter des activités du Ppaao/Waapp fondées sur la génération de technologies nouvelles dans le secteur agricole pour traduire cela en réalité. Au Nigéria, par exemple, la coopération chinoise est en train d'expérimenter, sur le terrain, des hybrides de maïs, de riz et de mil depuis 2011. Pour cette campagne en cours, environ 5000 tonnes de semences certifiées et 650 tonnes de base ont été ainsi produites, a déclaré M. Wang.

Des expériences chinoises très prometteuses sont également en cours au centre national de spécialisation du Bénin en formation diplômante des jeunes chercheurs locaux et dans le domaine des transferts de technologies. Un responsable de la délégation a indiqué que, cette année, 40 jeunes Béninois ont bénéficié d'un renforcement de capacités en transfert de technologie, des partenaires chinois, dans la production de semences. 36 hybrides chinois sont en cours d'expérimentation dans ce pays. « On a beaucoup à apprendre de la Chine si l'on veut avancer sur un certain nombre de technologies », a souligné Abdoulaye Touré, responsable du Programme Waapp à la Banque mondiale. « D'habitude, c'est le business qui prévaut dans la présence chinoise en Afrique mais elle est prête à inverser cette tendance et c'est à nous autres Africains de profiter de cette opportunité », a ajouté M. Touré. Pour soutenir son argumentaire, M. Touré donne la preuve de l'engagement des privés chinois à renforcer la production de semences hybrides au Nigéria mais aussi à prendre en compte le transfert de technologie en procédant au financement d'un laboratoire au profit des jeunes chercheurs. Des signaux qui viennent rassurer certains producteurs comme le président d'honneur du Cadre national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr) du Sénégal, Mamadou Cissoko, qui a déploré le fait que les Chinois rechignent, d'habitude, à partager leurs expériences dans leur mode d'évolution en Afrique. M. Touré qui partage ce constat avec Giselle d'Almeida, membre du Conseil d'administration du Coraf, a été rassuré par la partie chinoise sur la volonté de procéder, désormais, à un partenariat beaucoup plus équitable pour ne pas dire gagnant-gagnant avec l'Afrique, notamment dans le domaine agricole.

Le Sénégal appelé à adapter ses lois aux exigences de la finance islamique

Le Pr Khadiyatoullah Fall a procédé, hier, à la clôture d'un atelier de formation sur le business musulman. Il a demandé à l'Etat de changer les lois en cours afin de les adapter aux exigences de la finance islamique.

Dans le cadre du Salon international de business musulman (Sibm), prévu du 14 au 16 novembre à Dakar, il a été tenu un atelier de formation sur la finance islamique à l'intention des professionnels évoluant dans la micro finance. Le professeur Khadiyatoullah Fall, président du comité de pilotage du Sibm, a profité de la clôture de ce séminaire pour inviter les autorités à modifier les lois actuelles afin de les adapter aux exigences de la finance islamique. Cette dernière, selon le professeur, commence à s'imposer comme une demande sociale. « Il faut que la finance islamique fasse partie de la culture économique du Sénégal », estime M. Fall, qui juge également nécessaire d'avoir une ferme volonté politique de la part de l'Etat pour l'atteinte de cet objectif. A l'en croire, le Chef de l'Etat, Macky Sall, souhaite faire de la finance islamique une des alternatives possibles pour le développement du Sénégal.

M. Fall souligne que le citoyen sénégalais ne cesse de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en place pour faire face aux nombreuses difficultés auxquelles il est confronté. Elles ont pour nom, le problème d'accès aux crédits, l'inexistence d'un cadre permettant de créer un emploi pour lutter contre le chômage, etc.

Pour le président du comité de pilotage du Sibm, il n'y a pas uniquement la voie de la finance conventionnelle pour arriver à l'émergence. Mieux, ajoute le professeur, nombreux sont les consommateurs qui demandent qu'on mette la finance islamique comme mécanisme de financement. L'atelier, rappelle-t-il, a été aussi l'occasion pour les participants de plancher sur les stratégies à adopter pour vaincre la pauvreté, ceci par le biais de la finance islamique. Ainsi, pour montrer la perçée de la finance isla-



Pr Khadiyatoullah Fall, président du comité de pilotage.

mique dans le monde, et précisément en Europe, Khadiyatoullah Fall donne l'exemple de l'Angleterre qui souhaite faire de Londres une des capitales mondiales de la finance islamique. Ce qui signifie, à son avis, que l'Occident a saisi l'importance de la finance islamique. Cependant, regrette-t-il, les pays africains, notamment musulmans, traînent encore. « Avec la crise financière qui a secoué bon nombre de pays de la Zone euro et les Etats unis, la finance islamique s'en était bien sortie », relève M. Fall. Indiquant, toutefois, que des députés qui ont participé à cet atelier, ont manifesté leur intention de mettre en place un groupe de parlementaires pour la promotion de la finance islamique. Selon lui, il existe des ressources humaines en ce domaine au Sénégal. « Ce n'est pas une question d'absence de compétence, mais plutôt un problème d'invisibilité qui est due à l'écrasement, par la finance conventionnelle », note le professeur Khadiyatoullah Fall.

Abdou DIAW

Espoir autour de l'émission de « sukuk »

S'agissant de l'opération de lancement de sukuk (emprunt obligataire) envisagé par l'Etat du Sénégal, en 2014, le Dr Abdoul Karim Diaw, expert en finance islamique se dit « confiant » quant à la réussite de cette émission sur le marché financier. Toutefois, avertit-il, « l'Etat devrait prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter les erreurs commises dans le passé ». Dans ce cas, il plaide pour une implication des compétences locales. Revenant sur cet atelier, M. Diaw indique qu'il s'agissait de former les participants, évoluant dans la micro-finance, par rapport à certains aspects de la finance islamique, tels que la définition de la finance islamique, qu'il explique comme une manière de gérer l'argent, selon certains principes de l'islam. « C'est aussi le partage des risques », d'autres aspects caractéristiques de la finance islamique ont été évoqués lors de cette rencontre : le sukuk, le Waqf, la zakat...

A. DIAW

90 % des bénéfices halal vont dans des pays non musulmans

« Il nous faut varier les axes de coopération. Au nom du principe de subsidiarité, on ne peut pas tout laisser entre les mains de l'Etat », a déclaré le Grand Serigne de Dakar, Abdoulaye Makhtar Diop. Il recevait, avant-hier, le président du comité de pilotage du Salon sur le business musulman, le Pr. Khadiyatoullah Fall. Les deux hommes ont parlé de la finance islamique et de son importance dans le financement des activités de développement. Le Pr. Fall a d'abord fait comprendre au chef supérieur de la collectivité Lébou, que le business halal représente 700 milliards de dollars dans le monde, 400 milliards en Asie et 150 milliards de dollars en occident. « 90% des bénéfices halal vont dans des pays non musulmans », a indiqué M. Fall. Il faut, à son avis, une volonté politique, une mobilisation des acteurs pour que la finance islamique puisse être une véritable alternative pour le financement du développement.

Le chef supérieur de la collectivité Lébou qui a reconnu à la finance islamique un rôle important dans les affaires, a soutenu avoir beaucoup de projets pour l'agriculture comme la mise en place de fermes modernes et l'aquaculture, entre autres, sur les terres appartenant à sa communauté. « Dans ces secteurs, la main-d'œuvre est trop chère. Nous avons besoin de vous pour nous accompagner », a-t-il dit à son hôte.

S. M. CISSE

GRACE A UNE GARANTIE DE CREDIT-BAIL DE L'USAID

Locafrique va consacrer 2,8 milliards de FCfa à des prêts pour mécaniser l'agriculture

Grâce à un portefeuille de financement de près de 2,8 milliards de FCfa que l'Usaid a mis à sa disposition, l'établissement de crédit Locafrique pourra octroyer des prêts garantis à 50 %, sur une période de dix ans, pour la mécanisation de l'agriculture sénégalaise.

L'Usaid et l'établissement de crédit Locafrique ont signé, hier à Dakar, un accord de garantie de crédit-bail de 5,6 milliards de dollars, soit près de 2,8 milliards de FCfa, destiné à la mécanisation de l'agriculture au Sénégal, en présence des ministres de l'Économie et des Finances, Amadou Bâ, de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Papa Abdoulaye Seck, et de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Mme Anta Sarr. Il s'agit d'un portefeuille de financement qui permettra à Locafrique d'octroyer des prêts garantis à 50 % et portant sur une période de dix ans. Cette garantie américaine renforcera les capacités financières de Locafrique dans sa mission d'accorder des crédits-bails

au secteur agricole pour un portefeuille d'un montant maximum de 4,55 milliards de dollars, soit 2,9 milliards de FCfa, a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances. Les promoteurs, basés dans les zones rurales, pourront disposer d'une offre de services financiers plus attrayante grâce à de faibles garanties réelles pour accéder au crédit. Ce qui résout leurs difficultés d'accès au crédit. Papa Abdoulaye Seck a insisté sur le rôle moteur que doit jouer le secteur agricole dans l'émergence du Sénégal. D'où la nécessité de moderniser l'agriculture. Ce qui passe par une maîtrise de l'eau, l'incorporation de l'innovation technologique, l'accès aux facteurs de production, a poursuivi le

ministre. A son avis, l'accord signé entre l'Usaid et Locafrique est « un outil précieux » pour une modernisation de l'agriculture sénégalaise afin de lui permettre de « produire plus, produire mieux, commercialiser plus et mieux ».

« L'agriculture doit retrouver sa place de moteur de la croissance »

Le ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance a aussi salué ce financement et apprécié positivement la collaboration du gouvernement italien à travers la Plateforme d'appui au secteur privé et à la valorisation de la diaspora sénégalaise (Plasepri). Cette garantie réduit les risques des institutions financières qui veulent accorder des prêts et baux au secteur agricole, ce qui leur permettra de prêter et d'investir davantage, a fait savoir l'administrateur adjoint de l'Usaid, Richard Greene. Il espère que le financement permettra une accélération de la croissance et de la productivité agricole grâce à l'acquisition de tracteurs, de moulins et d'équipements de stockage. M. Greene a aussi salué le gouvernement italien qui a permis au Sénégal de mobiliser sa contrepartie. Mme Mariarosa Stevan, directrice de la Coopération italienne, voit, dans cet accord, un témoignage concret du dialogue entre



les partenaires techniques et financiers et le gouvernement du Sénégal. Elle s'est aussi appesantie sur les réalisations du Plasepri au Sénégal, démarré en 2009.

Le directeur général de Locafrique, Khadim Bâ, a souligné les avantages du crédit-bail qui permet d'alléger les charges d'investissement, de lever les contraintes liées à la garantie, etc. A son avis, « l'agriculture doit retrouver sa place de moteur de la croissance ». Atteindre l'autosuffisance alimentaire

est une priorité à ses yeux. « Nous pouvons accroître l'investissement et contribuer à l'autosuffisance alimentaire », a-t-il déclaré. Il a mis en exergue l'importance de la mise en place de ressources financières sur une longue durée, condition pour obtenir des résultats probants dans l'agriculture. Par ailleurs, il a invité le gouvernement sénégalais à améliorer le cadre réglementaire sur le crédit-bail et à appliquer la loi existante.

Malick CISS

Priorité aux projets visant la mécanisation de l'agriculture

« Cet instrument de garantie permettra, à terme, l'accès des Pme au crédit bancaire et offrira une couverture partielle de 50 % des prêts octroyés par les institutions de financement, à savoir les banques et systèmes financiers décentralisés sur une période de 12 mois », a fait savoir le ministre de l'Économie et des Finances, Amadou Bâ. Le crédit-bail « favorisera, en priorité, la finalisation des opérations de crédit au pro-

fit de projets d'investissement visant la mécanisation des entreprises évoluant dans le secteur de l'agriculture », a-t-il ajouté. Amadou Bâ a rappelé le caractère innovant du crédit-bail et invité les partenaires techniques et financiers de même que le secteur privé à l'utiliser davantage pour appuyer le financement des Pme, « qui sont les moteurs de la croissance et du développement économique ».

M. CISS

PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE MAER ET L'IFPRI Vers la mise en place d'un Système d'analyse stratégique

Un Système d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (Sakss-Sénégal) sera mis en place à la direction de la Planification, de la prévention et des statistiques (Daps) du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer). Ce département a signé, hier, un protocole d'accord avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifpri).

Le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifpri) ont signé, hier à Dakar, un protocole d'accord en vue de renforcer les capacités du Maer. Selon le ministre, le docteur Papa Abdoulaye Seck, le protocole vise à renforcer les capacités d'analyse de politiques et de recherche du Maer à travers une assistance technique directe et la mise en place d'un Système d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (Sakss-Sénégal) à la direction de la Planification, de la prévention et des statistiques (Daps). D'après le ministre, le Maer et l'Ifpri sont tous deux impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement agricole et rural. En outre, poursuit-il, les deux structures partagent le même objectif de croissance économique et de réduction de la pauvreté. C'est dans ce cadre qu'elles comptent s'allier en signant un protocole d'accord commun en vue de réaliser leur mission.

Le directeur général de l'Ifpri, le docteur Shengen Fan, a soutenu que sa structure va mettre sur pied un bureau régional à Dakar. Ce bureau qui, poursuit-il, animé par une équipe d'experts, sera chargé de la mise en œuvre

de l'assistance technique. Il sera doté d'outils de méthodologies de pointe ainsi que des données de haute qualité pour répondre aux besoins d'analyse des politiques du ministère mais aussi d'un système de connaissances interactif, basé sur les Tics garantissant un accès régulier aux informations techniques nécessaires pour guider la prise de décision au sein du ministère.

En effet, les équipes techniques des signataires s'engagent à élaborer un programme de recherche stratégique pour appuyer la planification et la mise en œuvre de stratégies et programmes de développement agricole, faciliter les échanges entre les deux institutions pour encourager les échanges techniques et renforcer la collaboration entre les experts des deux côtés, mettre en œuvre un programme d'analyse opérationnelle de politique pour répondre aux besoins d'appui technique, etc. En outre, le Maer va procéder, dès que possible, à la mise en place de la plate-forme Sakss et au recrutement d'experts qualifiés pour la mise en œuvre effective du partenariat avec l'Ifpri et les autres centres d'expertise nationaux. Les deux parties vont élaborer un chronogramme d'actions afin de mettre en œuvre ce protocole d'accord.

Aly DIOUF

Moins de 4 % des prêts bancaires destinés à l'agriculture

L'administrateur adjoint de l'Usaid, Richard Greene, a rappelé les difficultés des Pme à accéder au financement. « En effet, moins de 4 % des prêts bancaires totaux sont destinés au secteur agricole en 2013 », a-t-il poursuivi. Quant à l'accord d'hier, il

indique que la garantie qu'il octroie est « unique ». Elle est la première garantie de portefeuille de financement en crédit-bail développée par l'Usaid, raison pour laquelle elle servira de modèle à travers le monde. « C'est aussi un tournant pour le Sénégal, car

pour la première fois, un gouvernement africain donne une contrepartie équivalente au volume de ressources apportées par le gouvernement américain pour soutenir des garanties de prêts », a poursuivi M. Greene.

M. CISS

SECURITE ALIMENTAIRE

L'Afrique de l'Ouest va s'inspirer du modèle brésilien pour améliorer sa productivité agricole

La capitale burkinabé, Ouagadougou, abrite, depuis hier, la réunion sous régionale d'évaluation des activités du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaa/Waapp). A l'entame des travaux, les acteurs du monde rural ont été unanimes à reconnaître la nécessité d'adapter de nouvelles technologies agricoles en Afrique de l'Ouest. Ils comptent s'inspirer, à ce sujet, du modèle brésilien de productivité agricole. Objectif : assurer, à terme, la sécurité alimentaire.

Envoyé spécial à Ouagadougou, Seydou Prosper SADIO

La généralisation et la diffusion à large échelle des nouvelles technologies agricoles restent encore un défi à relever pour l'agriculture en Afrique. Pour atteindre cet objectif, une douzaine de pays ouest africains s'est réunie sur le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaa/Waapp) obtenu grâce à un financement de la Banque mondiale et du Royaume d'Espagne. Mis en œuvre sur le terrain depuis 2011, ce programme qui s'articule autour de quatre composantes majeures parmi lesquelles l'amélioration de la coopération régionale, est en train de mettre le focus sur le transfert de nouvelles technologies et leur adaptation chez les producteurs des pays bénéficiaires. En évaluant le degré de performance de mise en œuvre des différents volets du programme, les différents acteurs impliqués ont insisté encore sur la nécessité de développer davantage une synergie d'action entre les douze Etats bénéficiaires dudit Programme. Ce souhait

a été encore renouvelé à l'occasion de la réunion de Ouagadougou en présence des bailleurs. Le directeur des Programmes du Coraf (Conseil ouest africain pour la recherche de développement agricole), le Dr Aboubakar Njoya, a profité de l'occasion pour inviter les Etats de l'Afrique occidentale à s'inspirer du modèle brésilien de productivité agricole afin d'atteindre certains objectifs majeurs du Ppaa comme la sécurité alimentaire et la croissance économique.

Diffusion à large échelle des nouvelles technologies

« Le Brésil a atteint un réseautage tellement pointu qui peut intéresser les pays de l'Afrique de l'Ouest », a dit Dr Njoya, à l'ouverture des travaux. Il estime que le fait que ce pays partage les mêmes écologies avec la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest pourrait être un atout majeur dans l'atteinte de cet objectif. La réunion de Ouaga a été également une occasion de pointer du

doigt un des maillons faibles de l'agriculture en Afrique, à savoir la diffusion à grande échelle des technologies. A ce sujet, les acteurs réunis au sein du Waapp ont souligné la nécessité de développer davantage des synergies d'actions entre pays pour l'adaptation des technologies nouvelles notamment en termes de semences agricoles.

Pour le ministre burkinabé de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Mahama Zoungrana, cet aspect est d'autant plus important qu'il urge de mettre en place de nouvelles plateformes d'innovations dans la diffusion de semences adaptées dans la sous-région. « Cela doit être pris en compte à travers un regard prospectif pour la mise en œuvre efficiente des programmes du Ppaa » a suggéré M. Zoungrana. Il partage cet avis avec la représentante résidente de la Banque mondiale au Burkina Faso.

Selon cette dernière, il s'agit de favoriser l'intégration africaine pour arriver à améliorer la productivité agricole. Elle n'a pas manqué de souligner la nécessité de lever les barrières frontalières et autres considérations liées aux questions de souveraineté nationale des Etats dans le combat pour la souveraineté alimentaire. « Un Etat n'est souverain que s'il est en mesure d'atteindre la sécurité alimentaire », a indiqué la représentante résidente de la Banque mondiale au pays des hommes intègres.

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR, FIDAK 2013

LUTTE CONTRE LE SIDA 250 personnes dépistées par le ministère de la Santé



La Foire internationale de Dakar (Fidak), ce n'est pas seulement l'aspect commercial. Samedi, le ministère de la Santé et de l'Action sociale, a organisé une séance de dépistage gratuit du Sida au profit de 250 personnes.

« Pardon monsieur, il y a ici, une séance de dépistage gratuit du Sida. Voulez-vous faire le test ? ». Devant la porte d'une salle transformée pour la circonstance, en poste de santé, des jeunes habillés en tee-shirts blancs où on peut lire « le Sida ne passera pas par les armées », interpellent les passants en leur proposant à voix basse, le test de dépistage du VIH Sida. Une méthode qui porte bien ses fruits.

A l'intérieur, une trentaine de personnes, pour la plus part des jeunes filles et garçons se soumettent au test

avec beaucoup de concentration.

D'autres sont en train au même moment, de recevoir une préparation psychologique à côté, avant de passer le redoutable examen. Le test terminé, la personne contrôlée a juste besoin de 30 mn pour connaître les résultats. La quarantaine sonnée, Mama Aïdara, vient de subir le test. Un tee-shirt à la main, elle sort de la salle, avec soulagement.

« Tout s'est bien passé ! C'est une excellente chose de se faire ce test. C'est la meilleure façon de faire de la

prévention contre le Sida », soutient-elle, avec force. Un sentiment que partage la jeune Maïmouna Fall qui a, elle aussi, accepté de se faire dépister. Puisqu'elle ne l'avait jamais fait auparavant, elle trouve que c'est une opportunité unique d'effectuer le test du VIH ; d'autant que celui-ci est gratuit. Elle encourage les autres jeunes à faire de même et se réjouit de cette belle initiative du ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Au total, 250 personnes ont été consultées pour ce premier jour, révèlent les techniciens de ce département. Et en plus de bénéficier du test sur le Sida, les personnes dépistées ont toutes été sensibilisées sur d'autres questions comme la santé de la reproduction, le paludisme et la tuberculose.

« Nous sommes dans le cadre du paquet intégré de services que nous offrons aux populations pour l'atteinte des Omd. Ce paquet concerne le Sida, le paludisme, la tuberculose et la santé de la mère et de l'enfant », explique Mariam Ba, chargée de communication à la division Ist au ministère de la Santé et de l'Action sociale.

En visite sur le site de dépistage, le directeur du Cices, le Dr Malick Ndiaye, s'est vivement félicité de cette initiative. Il s'est dit prêt à nouer un partenariat avec le département de la Santé et de l'Action sociale pour multiplier les séances gratuites de dépistage du VIH.

Diégane SARR

CONSOMMATION Les céréales locales de plus en plus utilisées dans la pâtisserie

Pour montrer que nos céréales locales peuvent bien intégrer la pâtisserie, des boulangers sénégalais se sont évertués à faire du pain à base de maïs, de mil et de niébé. Hier, à la foire, ils ont procédé à une séance de dégustation afin d'inciter les Sénégalais à consommer local.



Des boulangers sénégalais ont bénéficié d'un important programme de valorisation des céréales locales grâce à un financement du Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaire (Fnraa) acquis dans le cadre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao). Grâce à ce concours, ils ont pu montrer que les céréales locales comme le mil, le niébé et le maïs peuvent bel et bien intégrer la composition de la farine.

Ils ont profité de la foire internationale de Dakar pour procéder à une séance de dégustation des produits fabriqués à cet effet. Du pain à la pâtisserie, en passant par les friandises et les fromages, les visiteurs ont pu se rendre compte qu'il est possible d'ajouter de la valeur nutritive dans la pâte avec nos céréales locales.

Il s'agit, selon le président de la Fédération nationale des boulangers du Sénégal, Amadou Gaye, d'inciter les Sénégalais à consommer local. A travers cette expérience du pain riche, les boulangers veulent également apporter leur contribution à la réduction de la

facture des importations de farine de blé au Sénégal. Ils ont profité de l'occasion pour magnifier cette opportunité que leur offre le Ppaao/Waapp dans le cadre de la valorisation des céréales locales. Amadou Gaye a émis toutefois l'idée d'impliquer davantage les groupements féminins dans la promotion de nos céréales, notamment les femmes qui s'activent dans la pâtisserie.

Seydou Prosper SADIO



Senelec présente à la 22^{ème} Fidak

A l'occasion de la 22^{ème} édition de la Foire Internationale de Dakar (FIDAK) qui aura lieu du 28 novembre au 11 décembre 2013, SENELEC informe son aimable clientèle qu'elle mettra en place un stand au niveau du Pavillon Sénégal.

Un dispositif d'accueil sera mis en place pour vous permettre d'effectuer diverses opérations comme :

- Le paiement de vos factures d'électricité;
- Achat de crédit woyofal (tous les jours sauf le dimanche)
- Le traitement des réclamations commerciales
- Le suivi du dépannage,
- Etc.

Des agents qualifiés seront à votre disposition pour vous informer sur l'ensemble de nos services.

*Le Directeur Commercial, de la Communication
et de la Clientèle*

PROGRAMME DU JOUR

10h-20h :
Visite de l'exposition:

13h
• FORUM SCIENTIFIQUE
• RENCONTRES B2B

15 h
Journée Ministère
de la Communication et
de l'Economie Numérique

16 h
Visite du Ministre de
l'Elevage et des Productions
animales

17 h
Panel de sensibilisation sur le
«Tabac» par le Pr Kassé

18 h- 22 h :
Animation culturelle:
Podium



CONTACTS
77 569 43 63 - 76 685 20 67
77 518 26 99

CONTACTS
77 569 43 63 - 76 685 20 67
77 518 26 99

REDACTION
CHEF D'EDITION
Mamadou SY

REPORTERS
Seydou Prosper SADIO
Diégane SARR
Abdou DIAW

PHOTOGRAPHE
Ndeye Seyni SAMB

REALISATION
GRAPHIQUE
Mame Magamou NIANG

CORRECTION
Babacar NDOYE

REGIE COMMERCIALE
Bernard NIANG
Alioune Badara NDIAYE
Habib SARR
Fatou FALL

EQUIPE COMMERCIALE
Penda SOW
Adama TRAORE
Birame DIAW

FACTURATION
Ami FAYE

RESEAU INFORMATIQUE
Ama DIOP

LOGISTIQUE
Makhary DIOP
Alioune DIAGNE
Bureau Commercial
Pavillon Sénégal

PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST
(PPAAO/WAAPP) A LA FOIRE

VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX

Le dynamisme des femmes magnifié

Après avoir mis un accent particulier sur la génération de nouvelles technologies lors de la première phase du Programme, les acteurs du PPAAO/WAAPP misent aujourd'hui sur la diffusion à grande échelle de celles-ci en articulant la démarche avec la création de valeur ajoutée sur les produits. A la FIDAK, les acteurs qui ont bénéficié de l'appui du Programme dans la valorisation des produits ont rivalisé d'ardeur. Le dynamisme des femmes a particulièrement retenu l'attention des autorités étatiques.

Produire et transformer en valorisant davantage les produits locaux dans nos assiettes. Telle est la démarche sur laquelle le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) compte mettre l'accent dans sa seconde phase entamée au Sénégal depuis 2013. Les responsables du programme au Sénégal ont ainsi profité de la 22ème édition de la Foire internationale de Dakar pour accompagner les acteurs à rendre visible ce qui se fait de mieux dans la transformation des produits, en particulier les céréales locales, les fruits et légumes comme la mangue en Casamance. Car comme l'a bien indiqué le Coordonnateur du PPAAO/WAAPP Sénégal, Oumar Sène, il s'agit de faire en sorte que l'on puisse créer de la valeur ajoutée sur tous les produits agricoles. L'Institut de technologies alimentaires (ITA) a été associé dans cette mission pour prendre en charge la chaîne de valeur et accompagner les utilisateurs de technologies dans la création de nouvelles recettes culinaires à base de produits locaux. Le directeur général de la structure, Ababacar Sadih Ndoye, rencontré à la foire, s'est réjoui de cette opportunité qui a permis de prendre en charge un certain

nombre de spéculations comme la patate douce, le mil, le maïs mais aussi le niébé. Ainsi, on a pu confirmer encore que les céréales locales peuvent bel et bien intégrer la pâtisserie et la farine de pain.

Les femmes principales utilisatrices des technologies

A l'ITA, sous la houlette de la Directrice des relations extérieures, Mme Ndèye Sèye Doumbya, on a procédé à la mise au point de technologies de transformation et leur méthode d'utilisation grâce à l'appui du programme. Elle cite entre autres, la création de la farine et la purée à base de patate douce. Des conserves, des pains, des gâteaux, des marmelades, bref toute une gamme de produits délectables que le nombre public qui a envahi le stand du PPAAO redemande encore. Ceux qui ont assisté aux différentes séances de dégustation organisées à l'occasion, ne soutiendront pas le contraire. En collaboration avec la Fédération nationale des boulangers du Sénégal, le pain amélioré à la farine de mil, de maïs et de niébé fait partie aussi des innovations technologiques en cours d'expérimentation. Des boulangers sénégalais ont pu bénéficier dans le cadre des activités du



WAAPP, d'un important programme de valorisation des céréales locales, financé par le Fonds national de recherches agricoles et agroalimentaire (FNRAA). Grâce à ce concours, ces derniers ont pu montrer que les céréales locales peuvent bien intégrer la composition de la farine. « Il est possible d'ajouter de la valeur nutritive dans la pâte avec nos céréales locales », soutient Amadou Gaye, président de la Fédération nationale des boulangers du Sénégal. Outre la valorisation des produits, les meuniers du Sénégal, à travers ces initiatives tiennent à apporter leur contribution à la réduction de la facture des importations de farine de blé au Sénégal. Ils ont saisi l'occasion pour saluer l'opportunité que

leur offre le PPAAO/WAAPP dans la valorisation des céréales locales.

Les femmes de USOFORAL en Casamance, réunies au sein du Comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance (CRSFPC/USOFORAL) éprouvent également le même sentiment. A travers leur GIE dénommé WAARE PRODUCTIONS mis en place en 2005, elles s'activent aujourd'hui dans la transformation de la mangue en vinaigre pour la cuisine. Valorisant du coup les importantes quantités de pertes post-récoltes de mangue en Casamance qui pourrissent malheureusement dans les plantations, faute de transformation ou de moyens de conservation. Avec l'appui du PPAAO/WAAPP, leur GIE se modernise davantage et dispose aujourd'hui d'une capacité de production de 23.000 litres de vinaigre par an, a indiqué Yama Ndiaye, responsable marketing du produit à WAARE. Véritables délices du Sud, ce vinaigre est en train de percer petit à petit

le marché sénégalais. Il intègre parfaitement la préparation de légumes, de viande et de poisson et aussi les crudités. Le GIE, dans ce projet a bénéficié de l'encadrement de l'Institut de technologie alimentaire. La directrice des relations extérieures de l'ITA, Mme Doumbya, a profité de l'occasion, pour plaider à nouveau la création d'un environnement plus favorable pour une plus large adoption de ces technologies. « Cela nécessite des moyens pour mettre en place des équipements et des unités de transformation. L'ITA est en train de prendre à bras le corps cette vision en mettant déjà en place une centrale d'achat pour les emballages », dit-elle.

Le PPAAO/WAAPP compte poursuivre dans cette dynamique durant cette seconde phase en mettant l'accent sur la transformation des produits. « Un levier sur lequel appuyer pour valoriser davantage les produits locaux », a rappelé le Coordonnateur du Programme au Sénégal, le Dr Oumar Sène.

DR NDIIBA DIENE, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

« Le dynamisme des femmes dans la transformation des produits est à saluer »



Venu présider au nom du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, la journée réservée à ce département à la foire, le Dr Ndioba Diène, Secrétaire général dudit ministère a souligné toute la pertinence des activités que mènent les différents acteurs dans la chaîne de valeur.

De la production de matériel agricole en passant par la production et la valorisation des céréales locales, le Dr Diène s'est réjoui des efforts en cours d'exécution et des innovations apportées dans le domaine de l'adoption de nouvelles techno-

logies. Le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural a profité de son passage au stand du PPAAO/WAAPP pour saluer le dynamisme des femmes dans la transformation des produits locaux. « Elles n'ont pas manqué de montrer qu'il y a un savoir-faire dans le domaine de l'agriculture et de la transformation » a dit le Dr Diène. Il a appelé les différents acteurs à appuyer davantage le gent féminin dans ce volet. Les efforts fournis aussi par l'ITA dans la réduction de l'aflatoxine dans l'huile d'arachide ont été aussi soulignés.



ATELIER DE FORMATION EN GENRE, DECEMBRE 2013

Afrique de l'ouest : Les femmes marginalisées dans l'accès aux résultats de la recherche agricole

LAST UPDATED ON WEDNESDAY, 18 DECEMBER 2013 17:32 WEDNESDAY, 18 DECEMBER 2013 16:43



Alors qu'elles constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole en Afrique, les femmes ont du mal à accéder aux résultats de la recherche. Le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp) veut mieux intégrer le genre dans ses activités pour mettre fin à cette situation.

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp) veulent intégrer davantage le genre dans l'exécution de leurs activités sur le terrain. L'objectif est de faire en sorte que les femmes constituent un pôle de compétence dans l'agriculture, a indiqué Oumar Sène, coordinateur du Programme au Sénégal. Pour y parvenir, un atelier se tient, à Saly, sous l'égide de l'Unité de Coordination technique et financière du Programme à Dakar. Pour renverser la tendance favorable aux hommes (voir encadré), le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (Ppaao/Waapp) a décidé de mettre les bouchées doubles pour, au terme du programme, qu'au moins 40 % de bénéficiaires soient composés de femmes. Un renforcement des capacités des différents agents impliqués sur le terrain a été ainsi initié. Pendant quatre jours, ces derniers bénéficieront, sous l'expertise de Fatimata Dia Sow, des outils sociaux et genre afin de traduire en réalité l'équité sociale du point de vue sexe dans toutes les activités agricoles.

Plusieurs modules sont au programme de cette session de formation. On peut citer l'approche genre dans le cycle de projets agricoles, l'analyse des relations sociales de genre et comment intégrer davantage la dimension genre dans les mécanismes de mise en œuvre du Ppaao. Comme l'a indiqué Mme Sow, il s'agit d'aider les acteurs à établir le lien entre la théorie genre et développement agricole et social et la pratique. Elle a tenu à rappeler que le genre résulte en fait du processus de socialisation des hommes et des femmes qui leur assigne des rôles et des responsabilités différents. Ainsi les acteurs ont été invités à lever les barrières qui sont des facteurs de socialisation. C'est à cette tâche que s'évertue le Ppaao/Waapp dans la mise en œuvre de ses activités. Selon son coordonnateur national, Oumar Sène, « le Ppaao/Waapp s'offre aux pays de la Cedeao comme une alternative pour pallier les manquements et pour réduire les inégalités sociales comme en atteste le premier indicateur de résultats qui veut que 40 % des 700.000 bénéficiaires en fin de phase, soient des femmes ». Pour y parvenir, il a insisté sur la prise en compte systématique des aspects genre.

60 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique constituée de femmes. Selon les statistiques, au moins 60 % de la main-d'œuvre agricole en Afrique sont constitués de femmes. Et pourtant, ces dernières éprouvent encore de réelles difficultés à accéder aux ressources et aux résultats de la recherche agricole à cause des disparités. Selon la Banque mondiale, rappelle, le coordonnateur national du Ppaao, Oumar Sène, aujourd'hui si l'on dotait les femmes agricultrices du même support technique et financier et d'un même accès aux différentes ressources que les hommes, la productivité agricole augmenterait considérablement en Afrique de l'Ouest.

Seydou Prosper SADIO

Agriculture: La segmentation du marché du travail défavorise l'égalité des genres

SATURDAY, 21 DECEMBER 2013 15:35



Nos pays ont fait beaucoup d'efforts pour l'allègement du travail des femmes, a reconnu à Saly Dr Fatimata Dia Sow. Experte en Social et Genre, Mme Sow estime cependant que la segmentation du marché du travail ne favorise guère l'égalité des genres. Elle intervenait dans un atelier de formation organisé par le Ppaao/Waapp sur le genre dans l'agriculture à Saly.

L'approche genre dans les projets agricoles en Afrique doit tenir compte de la logique entrepreneuriale et de l'action des femmes dans toute la chaîne de valeur, selon certaines femmes venues prendre part à l'atelier de formation initié par le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest sur la prise en charge de la dimension genre dans le développement de l'agriculture. En effet, abordant l'approche genre dans toute ses formes, l'experte en Social et genre, Fatimata Dia Sow, qui introduisait les débats, a d'emblée souligné les dysfonctionnements notés sur l'égalité des sexes dans le marché du travail. Pour le secteur agricole, Dr Sow estime que le fait que les femmes soient encore confinées dans l'exécution de certains travaux de soins non rémunérés contribue largement à ne pas favoriser leur productivité. Elle indexe à ce sujet la segmentation du marché du travail dans nos sociétés qui, poursuit-elle, reste une dimension qui freine l'égalité du genre. « C'est un facteur qui bloque l'intégration du genre dans la mise en œuvre des projets », a soutenu Dr Sow.

Pour inverser la tendance, Fatimata Dia Sow estime qu'il faut non seulement poursuivre la sensibilisation pour lever certains préjugés, mais aussi agir avec des moyens et de la technologie. « Le genre exige des moyens », a-t-elle martelé. Dr Sow a saisi l'occasion pour plaider en faveur d'une politique Genre beaucoup plus déterminante au Sénégal. Un avis qu'elle partage également avec Gisèle Lopes d'Almeida, membre du conseil d'administration du Coraf. Selon Mme d'Almeida, les politiques agricoles ne doivent pas perdre de vue la nécessité d'appréhender le genre sur toute la chaîne de valeur en mettant au même pied d'égalité l'ensemble des acteurs. Le programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest doit mettre l'accent sur cet aspect s'il veut atteindre l'objectif d'au moins 700.000 bénéficiaires directs dans les filières ciblées dont 40% de femmes en fin de projet en 2017.

Seydou Prosper SADIO

FIARA 2014, MARS 2014

AGROPASTEUR

Mensuel d'Inform l'Environnement - Issn 0850-5128 - N°69 MARS 2014

FIARA 2014 : UN HÔTE DE MARQUE A LA FIARA

Madame Aminata touré, Premier miNiStre, rappelle la viSioN du cheF de l'etat



P3 COOPÉRATION CORÉE-
AFRIQUE

mr cho,gyoung rae
Secrétaire general
de KaFaci P9



Forum NatioNal de la Société civile pour
l'eNviroNNemeNt et le développement

OUMAR SÈNE, COORDONNATEUR DU PROGRAMME DE
PRODUCTIVITÉ AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST
(WAAP2) «uPour l'accroiSSemeNt de la transformation agroalimeNtaire»



WAAP2/PPAAO : Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Améliorer la productivité agricole en Afrique de l'ouest à travers une intégration et une coopération régionale

Démarré en 2008, pour une durée de 5 ans pour sa première phase, le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest est un des programmes, initié par la CEDEAO et coordonné par le CORAF/WECARD pour contribuer à l'atteinte des objectifs du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique, le PDAA à travers son pilier 4 ;

Le WAAP a pour objectif d'améliorer la productivité agricole en Afrique de l'Ouest à travers une intégration et une coopération régionale ; il s'intéresse entre autre à réduire l'écart entre les rendements agricoles.

En effet pour faire face à la faible productivité agricole constatée en Afrique subsaharienne les chefs d'état africains ont mis en place des cadres politiques visant à mieux orienter le développement agricole.

Le PPAAO est conçu en vue de rendre l'agriculture plus productive et pérenne d'améliorer les conditions de vie des consommateurs par la mise à disposition de produits agricoles à prix compétitifs et de soutenir la coopération régionale en matière d'agriculture en Afrique de l'Ouest conformément aux plans d'action des cadres de la politique agricole de la CEDEAO/ECOWAS et du NEPAD/PDDAA.

Il vise à contribuer à l'atteinte des Objectifs Du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015 à travers une croissance importante du PNB.

La phase 1 a été véritablement une phase d'initiation contrairement à la phase 2 qui sera celle de l'expansion en mettant l'accent sur le renforcement des centres nationaux de spécialisation, la consolidation des systèmes de diffusion et d'adoption des technologies et le développement d'un nombre croissant de technologies.

Il est mis en œuvre à travers des groupes de pays dénommés série PPAAO.WAAP A qui concerne le Ghana, le Mali et le Sénégal ; B qui concerne le Nigéria, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ; C qui concerne le Bénin, la Gambie, la Guinée Conakry, le Libéria, le Niger, la Sierra Léone et le Togo ; et D qui concerne le Cap-Vert, la Guinée Bissau et la Mauritanie

Dans sa phase 2, le projet financé à hauteur de 30 milliards composé d'une allocation de l'IDA de 20 millions et d'une contribution de l'IDA régional de 40 millions et la contrepartie de l'Etat d'environ 2 milliards a pour résultats attendus l'ancrage aux orientations majeures de développement agricole et rural

La deuxième Phase du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest a été lancée au Sénégal. Initiée par la CEDEAO au profit des pays membres, le Projet est financé par la Banque Mondiale autour de trente milliards de francs CFA (30 milliards de francs CFA).

Cette deuxième phase met l'accent sur la

consolidation des systèmes de diffusion notamment le développement des technologies. La finalité du programme est d'arriver à une augmentation de la productivité de 25% pour les filières majeures des pays.

Au Sénégal, des avancées notoires ont été remarquées. En effet, notre pays a pu procéder au renforcement des capacités institutionnelles des structures de recherche, à la création d'un Centre national de spécialisation sur les céréales sèches, à la mise en place d'un Fonds Compétitif de Recherche à travers le Fonds National de Recherche Agricole et Agroalimentaire pour stimuler la génération et le transfert des technologies améliorées aux producteurs.

Pour la deuxième phase, l'accent est mis sur la continuité et la consolidation des résultats de la phase 1. Ce qui fera dire à M. Omar Sène, Coordinateur du Projet « lors de la première phase il y a eu un certain nombre de technologies qui ont été développées par les instituts de recherche. Dans le cadre de cette deuxième phase, il s'agira de mettre l'accent sur la diffusion de ces technologies ; il faut que ces technologies passent au niveau des producteurs. On va accompa-

agner les paysans à pouvoir les utiliser.»

Il sera également question de Reconstitution du Capital Semencier. De l'avis de M. Sène « pour le capital semencier, c'est surtout l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), qui fait la production de pré base et le projet est entrain même d'appuyer l'ISRA pour la production de ces pré-bases. On l'appuie aussi au niveau des infrastructures, du matériel agricole et pour le fonctionnement aussi. De ce fait, après que l'ISRA ait fait les prés bases, elles sont données aux Organisations de Producteurs et de leurs membres qui sont chargées de faire la multiplication de semences. Nous intervenons sur toute la ligne. Nous appuyons aussi bien l'ISRA que l'ASPRODEB qui est entrain de gérer les Coopératives de Productions de Semences (CPS).»

Le Sénégal se réjouit du Programme, de l'avis du ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural, Dr Papa Abdoulaye Seck qui estime « qu'en définitive la Phase 2 de PPAAO doit pouvoir contribuer sans nul doute à l'émergence d'une agriculture performante porteuse de croissance de sécurité alimentaire et de conditions de vie meilleure en milieu rural. C'est pourquoi l'Etat ne ménagera aucun effort pour

accompagner ce projet. »

A noter que l'entrée en vigueur de cette Phase 2 du WAAP2 au Sénégal a eu lieu le 30 décembre 2012 et la clôture est prévue le 30 Novembre 2017 ; le montage institutionnel reste identique à la première phase du programme

Dans sa 2ème phase, le WAAP est en parfaite cohérence avec les orientations majeures du Programme agricole quinquennal 2013-2017 du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural. et les décideurs ont bien compris depuis longtemps que les innovations apportées tiennent leur efficacité dans notre capacité à influencer leur adoption par la diffusion ; c'est l'intérêt manifeste que le gouvernement du Sénégal porte au WAAP

Pour rappel, lors de l'atelier de lancement au Sénégal, les participants ont été informés sur ses composantes nationales mais aussi sur ses composantes régionales sur son mécanisme de financement, les défis qui se posent et d'échanger et de partager sur les mécanismes de mise en œuvre du projet pour l'atteinte des résultats de manière efficiente pour les cinq (5) années de sa mise en œuvre.

le coraF/Wecard eSt uNe orgaNiSatiON SouS régioNale pour la coordiNatiON de la recherche agricole eN aFrique et du ceNtre

Dr Harold Roy Mc Cauley, Directeur Exécutif de CORAF/WECARD

«renforcer l'intégration régionale à travers l'agriculture»

Le CORAF/WECARD est une organisation sous régionale pour la coordination de la recherche agricole en Afrique et du centre. Il est le bras technique de la CEDEAO chargé de la mise en œuvre du volet recherche. Dr Harold Roy Mc Cauley, Directeur Exécutif de CORAF/WECARD nous présente le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest, ses acquis et perspectives.

« C'est un programme initié par la CEDEAO pour répondre aux grands objectifs. Il s'agit du Programme Détaillé pour l'Agriculture en Afrique qui a été la vision des chefs d'Etat pour transformer l'agriculture en Afrique. Le CORAF/WECARD a été mandaté par la CEDEAO pour coordonner ce projet au niveau de l'Afrique de l'ouest. L'objectif prioritaire du projet est d'augmenter la productivité agricole en Afrique de l'Ouest, surtout les politiques qui facilitent l'adoption des technologies agricoles et des innovations, le renforcement de la recherche agricole, la mise en place de fonds nationaux qui facilitent le travail d'adoption des technologies et faciliter le transfert des résultats. Des soutiens qui sont conduits par la Banque mondiale. Je n'en veux pour preuve la récente mission que nous avons menée au Brésil pour renforcer le partenariat entre les institutions de recherches en Afrique de l'ouest et l'institut de recherche au Brésil. Ils ont beaucoup de technologies et d'innovations et travail-

lent dans des zones agro écologiques qui sont semblables aux zones dans lesquelles nous travaillons en Afrique de l'ouest. Nous avons pensé de renforcer la coopération avec cet institut et essayer de voir si à travers un plaidoyer fort nous pouvons faire cela auprès de l'UEMOA ou de la CEDEAO pour renforcer cette initiative à travers le WAAP ; Dans le cadre de la deuxième phase le Sénégal dispose de 60 millions de dollars Us pour travailler sur ce projet. On va donc essayer de voir si on peut utiliser ce financement pour renforcer les activités. Pour les autres pays ce sera le même schéma. En espérant qu'avec ce modèle, il est possible de lever d'autres fonds ailleurs. Ce que nous attendons aussi derrière c'est le renforcement de l'intégration régionale à travers l'agriculture. Le CORAF WECARD ne peut pas passer sous silence l'attention des autorités sénégalaises des pays du WAAP2 en général et en particulier celles du Sénégal qui ont porté ce programme. Le Sénégal a brillamment réussi sa pre-



mière phase. Ce qui a permis d'obtenir un budget conséquent pour la 2ème phase ; c'est donc le lieu pour moi de féliciter et de remercier les autorités sénégalaises pour leur engagement ainsi que toutes les personnes impliquées dans l'exécution de cette 2ème phase du PPAO Sénégal et de rassurer les partenaires que notre institution ne ménagera aucun effort en tant qu'agence d'exécution régionale du programme pour la consolidation des acquis de la 1ère phase mais aussi pour une mise en œuvre réussie de cette 2ème phase.»

ENTRETIEN AVEC... OUMAR SÈNE, COORDINATEUR DU
PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ AGRICOLE EN AFRIQUE DE
L'OUEST (WAAP2)

«une initiative pour l'accroissement de la productivité agricole et agroalimentaire»

Diverses technologies ont été générées. Il s'agit de passer maintenant à la grande diffusion et l'adoption de ces technologies. L'accent est donc mis sur la communication, à travers les salons, foires, loumas etc. Oumar Sène, Coordinateur du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest nous en dit plus.

agropasteur : votre participation à cette 15ème édition de la FIARA est adossée à l'approche village quelles en sont les raisons ?

Oumar Sène : Dans le cadre de la deuxième phase du programme, la Banque nous a demandé de mettre l'accent sur la communication. C'est la raison pour laquelle nous avons opté de participer à tous les événements et d'actionner le levier communication dont nous disposons. Cette approche nous permet d'avoir beaucoup plus d'espace et de pouvoir étaler toutes nos expositions par rapport aux différentes technologies générées dans le cadre de ce projet. Nous avons en effet beaucoup de partenaires qui sont pour la plupart des agences d'exécution qui ont eu à réaliser des technologies très intéressantes pour le producteur. Il faut donc qu'on profite de telles occasions pour faire connaître ces technologies. La FIARA, c'est véritablement un espace de communication.

nous avons rencontré des porteurs de projets qui ont eu à manifester toute leur satisfaction face à l'accompagnement et l'appui qui leur ont été accordés dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Quelle sont les perspectives ?

Effectivement, dans le cadre de la première phase on avait beaucoup mis l'accent sur les céréales sèches. Le Sénégal avait opté pour ces types de cultures. On a jugé qu'il fallait diversifier, dans le cadre de la 2ème phase. Au-delà même des céréales sèches, on a ciblé l'élevage aussi, notamment l'aviculture et le lait, et l'horticulture, à travers des productions de tomate, la mangue aussi, entre autres. On a voulu sortir du cadre habituel qui concernait les céréales sèches et essayer d'amplifier avec la diversification. C'est la raison pour laquelle on a senti aujourd'hui la présence du secteur de l'élevage etc.

comptez-vous accompagner l'amplification de ces différentes technologies obtenues, à diffuser et à opérationnaliser ?

La première phase a été l'occasion de générer beaucoup de technologies et dans le cadre de cette deuxième phase, il s'agit de passer maintenant à la phase de grande diffusion et d'adoption de technologies. Comme je viens de le souligner par rapport à la communication, à travers les foires et les salons, etc. Cette année même, pour la première fois, nous avons donc participé au Salon International de l'Agriculture de Paris (SIA 2014) pour pouvoir diffuser ces technologies. D'autres approches seront préconisées et

à travers les loumas organisés à l'intérieur du pays, nous allons profiter de ces moments de rencontres et d'échanges pour mieux communiquer avec les producteurs, pour diffuser les technologies générées dans le cadre de la première phase.

Quels enseignements tirez-vous de la FIARA ?

La FIARA est un espace de rencontres, une bonne occasion qui montre ce que les gens sont entraînés à faire. L'agriculture est entraînée à se développer. Il y a les producteurs, les transformateurs, les opérateurs et chacun en tire profit. C'est innovant et d'année en année, on voit de bonnes initiatives prises, aussi bien par les organisateurs, que par les producteurs et exposants. Il faut saluer cela, car il participe véritablement à booster le secteur agro-sylvo-pastoral. La mise à l'échelle de la transformation est une chose importante parce que quand on transforme ça encourage, incite et stimule les producteurs à produire plus et mieux. Les pertes post récoltes sont réduites. Des événements comme la FIARA sont à encourager.

Quelle place occupe le Sénégal dans l'exécution des programmes Waap qui intéressent d'autres pays également ?

Le Sénégal se comporte très bien, par rap-



port aux autres pays. Il a été pionnier dans la mise en œuvre. Au début, il y avait le Sénégal et le Ghana qui ont été les premiers pays à développer ce projet WAAP. Le Sénégal a été le pays pilote. Actuellement, on a eu des résultats très probants, d'où l'acceptation de la deuxième phase qui a démarré depuis 2013.

Quelles sont les perspectives ?

Elles sont très bonnes. On va continuer à générer de technologies, mais aussi également à diffuser les technologies qui sont déjà générées. Les perspectives sont bonnes. Nous sommes à la deuxième année et nous essayons d'apporter des innovations, surtout au niveau de la

grande diffusion où des plateformes d'innovations seront mises place. Il s'agira de passer par ces plateformes pour pouvoir assurer une large diffusion des technologies.

votre dernier mot ?

Je voudrais encourager mes collaborateurs. Des efforts immenses sont consentis, notamment en matière de communication pour apporter beaucoup de changements. A tous, collaborateurs, partenaires et acteurs, je voudrais exprimer tous mes remerciements et mes encouragements à persévérer dans le travail d'équipe et la recherche constante de performance. »

M. Abdourahmane Sène de l'institut de technologie alimentaire (ITA)



« Dans le cadre du programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest, l'ITA a participé à la 15ème édition de la FIARA. En ce qui concerne les technologies exposées dans le village du WAAP2, nous avons exposé surtout la table de traitement de l'huile brute d'arachide. Les recherches ont démontré que l'huile brute d'arachide contient une substance cancérigène, communément appelé Aflatoxine. Dans le cadre de ses missions,

l'ITA a donc mené un projet de recherche qui consiste à trouver une technique de détoxification de l'huile brute d'arachide. En collaboration avec une entreprise locale, l'ITA a mis au point une table de traitement de cette huile brute d'arachide destinée aux producteurs. Nous avons aussi exposé des résultats de recherche, communément appelés des produits à base de patates douces, comme la farine de patate douce, les biscuits, les pains à

partir de la patate douce etc. L'objectif est de booster la consommation de cette tubercule tant aimée par les sénégalais et les sénégalaises. Il y a également un produit phare qu'on appelle le vinaigre de mangue, obtenu à partir de procédés biotechnologiques ; une double fermentation du jus et un produit 100% naturel. L'usine est installée à Ziguinchor. Il produit actuellement à 30.000 litres par année. On considère que c'est peu pour le moment mais je pense que dans l'avenir la production va croître et booster la consommation. Le granulateur a été mis au point par un autre partenaire. Il y a aussi le triturateur mais aussi la décortiqueuse à fonio, mise au point par M.

Sanoussi Diakité. Dans sa deuxième phase, le WAAP envisage de financer 70 tables de traitement pour l'année 2014. Le WAAP prévoit aussi un large financement auprès des producteurs pour booster la consommation de la patate douce et par rapport au vinaigre de mangue, d'accompagner le GIE porteur du projet « WARE Production » de Ziguinchor pour la commercialisation du vinaigre de mangues surtout. »

ENTRETIEN AVEC... Madame Dior Mbacké Dia, Responsable de la Communication du WAAP de la fourche à la fourchette

Quels sont les facteurs qui déterminent l'option village?

Le Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest communément dénommé WAAP, selon le sigle en anglais, est un mécanisme de coordination. Nous avons au sein de ce programme plusieurs structures qui sont représentées. Le programme étant un programme de génération et de vulgarisation de technologies, les structures étatiques y sont représentées. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui nous sommes là en partenariat avec des structures comme le CERAAS, l'ANCAR, le Fonds National de Recherche pour l'Agriculture et l'Agro-alimentaire (FNRAA) et l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA).

Que faut-il attendre de la deuxième phase?

La première phase du WAAP était une phase de génération et de vulgarisation de technologie, mais la deuxième phase est entrain de mettre l'accent sur la vulgarisation à grande échelle. Nous avons plusieurs plateformes pour la vulgarisation à grande échelle. Nous avons différentes activités de communication qui ciblent comme c'est le cas actuellement au niveau de la FIARA tous les acteurs et nous avons également des plates formes comme les Loumas qui se tiennent en milieu rural. A ce propos, nous serons très prochainement dans la région de Kaolack pour participer à des Loumas. Nous procéderons



Le WAAP intègre l'agriculture et l'élevage, de la production de semences à la consommation, en passant par la transformation. Madame Dior Mbacké Dia, Responsable de la Communication du WAAP, le confirme dans l'entretien qu'il nous a accordé.

lors de ces loumas à des vulgarisations de variétés de semences plus productives ; nous allons procéder à des activités de vulgarisation de la table de traitement de l'huile d'arachide. Les activités de masse, la

communication à travers les médias, la participation et la communication lors des foires et salons, la communication de proximité près des Producteurs et des productrices seront des axes forts qui vont

déterminer notre plan de vulgarisation.

comment est mise en œuvre l'approche village qui sous tend votre participation à la flara ?

Nous avons privilégié l'approche village pour non seulement démontrer que nous sommes une entité qui réunit différentes structures de l'Etat ensuite pour montrer quelque part que le WAAP, c'est de la fourche à la fourchette. C'est un programme de génération de technologies, donc en partenariat avec l'ISRA nous faisons des recherches pour générer des variétés de semences plus productives. Or, il y a le volet transformation aussi qui est présent dans ce village notamment avec la décortiqueuse de fonio, la table de traitement de l'huile d'arachide, le vinaigre de mangue. L'élevage est partie intégrante de l'agriculture avec l'aliment de volaille naturel fabriqué à base de produits locaux, le bloc mélasse urée, fabriqué également à base de produits locaux destiné à fortifier les animaux notamment les vaches les moutons et les chèvres. Nous avons les vaccins aviaires destinés à la préservation du cheptel aviaire et la centrale d'achats de produits locaux transformés. Tout cela est regroupé ici pour montrer qu'en fait le WAAP, c'est de la fourche à la fourchette. Le WAAP intègre aussi bien l'agriculture que l'élevage, de la production de semences à la consommation en passant par la transformation.



colonel papa Ndiogou Sall coordinateur du Fonds National de recherches agricoles et agro alimentaires (FNraa)

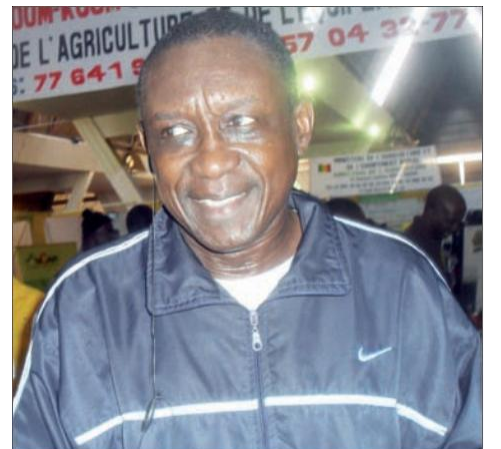
« nous avons l'impression et le sentiment que les résultats ne sont pas partagés ne sont pas diffusés et ne sont pas connus alors qu'il y a des efforts extrêmement importants en terme d'investissements en ressources humaines où beaucoup de formations ont été faites ; beaucoup d'équipement ont été également achetés beaucoup de programmes ont été menés je crois que c'est très important pour que tout cela soit amplifié;

le FNRAA est né à partir d'un constat qui est relativement simple ;le principal reproche qui avait été fait aux institutions de recherche est qu'elles ne tenaient pas

compte de la demande qui était exprimée par les utilisateurs de résultats ;chaque institution avait son budget et son autonomie et avait également la latitude de définir son programme et de mener ses activités sans aucun contrôle ;

Aujourd'hui on a décidé de sortir l'argent de le mettre dans un fonds en disant que ce sont des fonds compétitifs que les équipes vont aller concourir sur la base d'une demande exprimée par les producteurs qui sont les utilisateurs finaux ; c'est la raison pour laquelle le FNRAA est aujourd'hui dirigé piloté à travers le Conseil

d'Administration par les producteurs ;donc si vous avez bien regardé depuis une dizaine d'années vous n'entendez plus ces reproches qu'on a toujours fait à la recherche en disant que vous ne répondez plus à la demande ;donc aujourd'hui ce sont les utilisateurs de la recherche qui sur la base des projets et de programmes évalués par les décideurs scientifiques décident de mettre de l'argent dans telle ou telle activité en fonction de la demande en fonction de la pertinence, de la priorité et de l'urgence ;donc aujourd'hui c'est ce que nous essayons de faire ; »



Mme astou faYe est responsable du service de la documentation et de la communication au niveau du centre national de spécialisation céréales sèches du Waap(ceraas)

« Notre présence au niveau de cette 15ème FIARA, dans le cadre du Programme de productivité agricole, communément appelé WAAP, se justifie par le besoin de faire la promotion des technologies disponibles. Les résultats de la recherche sont multiples, cependant il se pose un problème de diffusion pour permettre l'adoption par les cibles. Le WAAP est donc une opportunité aujourd'hui pour permettre la diffusion de ces technologies. Nous pensons que la FIARA est une bonne occasion pour faire effectivement la promotion de ces technologies agricoles et agroalimentaires.

M. abdoulaye ndour, Ingénieur agronome responsable de la diffusion au niveau du réseau des organisations Paysannes et Pastorales du Sénégal (resoPP)

Ingénieur Agronome de formation, Abdoulaye Ndour est le responsable du volet Agriculture de tout ce qui est diffusion au niveau du Réseau des Organisations Paysannes et Pastorales du Sénégal (RESOPP) dont son organisation est porteuse de projets, soumis au WAAP, notamment sur la diffusion des technologies et de production de semences, notamment sur les céréales, le mil, le sorgho, le maïs et le niébé.

« Nous travaillons dans le cadre du WAAP, sur financement du FNRAA, sur un projet de diffusion des technologies et de production de semences. Cela concerne des semences de céréales qui ont été améliorées, que ce soit le mil, le sorgho, le maïs et le niébé de manière générale. C'est des variétés nouvelles très productives qui sont entre 2,500 à 3 tonnes à l'hectare et qui sont instantanées très appréciées par les populations de couleur blanche.

Le Pain local : valorisation des céréales locales : le Pain local à l'honneur

L'ASPRODED et la Fédération Nationale des Boulangers du Sénégal ont récemment lancé leur projet de fabrication de pain à base de céréales locales dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de valorisation des Céréales Locales. Les Boulangers du Sénégal incorporent les céréales locales dans le pain. Ce projet est financé par le gouvernement du Sénégal et la Banque Mondiale dans le cadre du Programme de

Projet de Productivité en Afrique de l'Ouest (WAAPP/PPAO) accompagné par le Fonds National de Recherche Agricole et Agroalimentaire(FNRAA) pour un financement de plus de 500 Millions

M. sorlba dlakité, opérateur de la décorticatrice de fonio

« Nous avons mis au point deux types de machines: une machine à thermique et une autre à électrique. La machine électrique que nous avons amenée à FIARA a une puissance de 220 à 280 kilowatt. Sa capacité de décorticage est de 40 à 50 kg en discontinu. Le taux de décorticage est de 99,5%. Le rendement, communément appelé blanchiment après décorticage, est de l'ordre de 65%. La machine est efficace et les producteurs de fonio demandent une multiplication en vue de pouvoir produire en abondance le fonio. Avec l'invention de la machine, la production est entrain de revenir en force. Nous demandons à l'Etat, aux opérateurs, aux ONG, au FNRAA, de nous appuyer, surtout d'appuyer le monde rural etc.

Mme Penda diallo du département de koupentoum, arrondissement de bamba thlaléne, village de Missirah, dans la région de tambacounda

« Notre siège est à Kaffrine. Notre Directeur, M. Cheikh Mbacké Ndiaye nous a bien formés sur l'étude de la formation de l'aliment de volaille. Pour avoir un aliment complet de volaille, il faut avoir 5 kg de maïs, 01 kg de tourteaux d'arachide dit Rakal, 02kg de Moringa appelé Nébédaye, 01 kg de son, plus 01 kg de poisson fumé, 300 g d'os brûlés, un peu de coquillage et de sel. Cet aliment composé nourrit normalement la volaille et permet d'avoir une bonne production de poulet de chair. Les femmes bénéficiaires de ce projet sont formées. Elles ont bien adopté cette technologie. Aujourd'hui, la production de volaille est bien organisée chez elles. Nous remercions le WAAP qui nous a enlevé une épine du pied, de même que le FNRAA pour les rendements nets obtenus. »

M. racine kane, chargé de la communication à l'isra

Au village du WAAP à la FIARA, nous avons rencontré M. Racine Kane Chargé de Communication de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) qui est porteur de projet dans le cadre du Projet de Fabrication du Vaccin contre la Variole Aviaire ; un projet financé par le FNRAA

d'une durée de trois ans. M ; Kane nous a précisé le contenu de la participation de l'ISRA à cet événement.

« Nous avons amené deux technologies le vaccin I2 qui est un vaccin contre la maladie de Newcastle chez la volaille, mis au point par les chercheurs de l'ISRA en 2002. L'autre technologie est en phase de projet. C'est un vaccin oral pour la variole aviaire, une maladie qui a fait des ravages extraordinaires au niveau du milieu rural.

Mme YaMa ndiaYe, responsable Marketing du gie Waré Productions

Le vinaigre de mangues en Casamance, est le résultat d'une technologie mise au point par l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) qui l'a transférée au GIE Waré Productions. Le WAAP est le partenaire qui a accompagné la recherche. Actuellement, le GIE produit et met sur le marché le produit. Mme Yama Ndiaye, Responsable Marketing du GIE Waré Productions confirme.

« Nous avons participé à l'édition 2014 de la FIARA 2014 grâce à l'accompagnement du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest. Nous tenons à les remercier de l'appui constant dans la promotion et la vulgarisation de nos produits. Nous nous sommes retrouvés dans un village WAAP entre bénéficiaires et porteurs de projets pour partager, discuter, échanger, nouer des contacts et vendre les productions. Nous avons une capacité annuelle de 30.000 litres de vinaigre 100% naturel.

Mr abdou dlouf, Ingénieur des travaux d'élevage

« Nous avons participé à la FIARA, à travers notre présence au village du WAAP pour présenter notre technologie qu'on appelle « Bloc Nutritionnel » dénommé « Bloc Mélasse Urée ». C'est un bloc constitué de mélasse et d'urée avec d'autres composantes comme les sels minéraux, le son de blé, le phosphate, le calcium, le sel, un peu de ciment pour l'avoir sous forme compacte. Il est utilisé pour l'accroissement de la production laitière et favorise un bon état alimentaire et corporel, doublé d'un bon état de santé. Il s'est agi, à travers la FIARA, de le vulgariser auprès des utilisateurs. Il y a eu beaucoup de visiteurs intéressés par le bloc, créé par l'ISRA depuis 1985.

abdoulaye dia, responsable de la documentation de l'agence nationale

du conseil agricole et rurale (ancar)

« Nous avons l'habitude de participer à la FIARA, pour notre visibilité et également à la diffusion de nos technologies, grâce à l'appui du WAAP, en tant que partenaire privilégié de l'ANCAR, dans le Village où nous avons exposé notre technologie portant sur la lutte contre la mouche des mangues. Ceci, grâce à l'appui de FNRAA et du WAAP qui nous ont accompagnés pour la réalisation de ce projet. La filière mangue du Sénégal est menacée par l'invasion d'une mouche d'origine asiatique, dénommée Bactrocera Invadens.

PaPa aMadou ndoYe de est/eM-sdeeds technologies

Le Projet intitulé «Améliorer la production agricole par l'application et la promotion de bioproduits compétitifs s'inscrit dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAP) qui s'est fixé un objectif de 15% de rendement agricole aux projets sélectionnés par le Fonds Compétitif géré par le Fonds National de Recherches Agricoles et Agroalimentaires(FNRAA)

Mme MendY Iucla de la centrale d'achat andandoo

« Nous tenons à remercier le WAAP qui nous a financé et accompagné et qui continue à nous accompagner dans le projet de valorisation des produits locaux, à travers les emballages qui constituent véritablement le maillon faible de la chaîne de transformation. Le WAAP nous a accompagné par le biais de l'ITA et aujourd'hui nous avons mis en place notre Centrale d'Achat appelé ANDANDOO avec notre slogan. Il reste cependant beaucoup à faire pour l'accès aux autres types d'emballages pour la centrale et lui permettre de labéliser ses produits pour le marché extérieur. Dans ce sens, nous voulons un accompagnement du WAAP. »

Mr ousMane sY, chercheur, Porteur de Projet accompagné Par le WaaP

Je suis porteur du projet « Amélioration de la variété locale Thialack. » La présence de tous les acteurs de la filière qui travaillent avec le WAAP dans le village aménagé dans le cadre de la FIARA mérite d'être saluée. C'est là une opportunité de renforcement de la visibilité d'initiatives comme le projet d'amélioration de la variété locale Thialack.

KaFaci ; coopération corée-aFrique pour l'alimeNtation et l'agriculture atelier de programmatioN du volet recherche-dév eloppemeNt eN élevage

Mr Cho,gyoung rae Secrétaire general de KaFaci c/o international technology cooperation center (itcc) rural development administration (rda) au corée

KAFACI est une initiative de la coopération entre la Corée et les Pays Africains autour de l'agriculture et de la sécurité alimentaire créée depuis 2010 pour traiter les questions fondamentales de recherche développement en élevage dans les pays membres constitués en réseau. Seize pays africains sont membres. Il tire les objectifs de cet atelier qui porte sur l'élevage et qui devra marquer une étape importante dans la voie d'un développement et d'un approfondissement diversifié de la coopération entre la Corée et l'Afrique.

« il s'agira de rétablir le réseau recherche dans le domaine de l'élevage ,et aussi on va établir des plans pour l'élevage, ça va commencer cette année et va durer jusqu'à 2017 ;en fait le gouvernement sénégalais comptait organiser cette rencontre depuis l'année dernière ;depuis 2010 le gouvernement sénégalais à travers l'ISRA a contribué au renforcement de la coopération entre l'ISRA et KAFACI et le Gouvernement Coréen; ainsi pendant trois ans ISRA et KAFACI ont établi de bons axes de coopération dans les domaines de l'agriculture ,de l'élevage où beaucoup de pistes ont été exploré; des résultats satisfaisants ont été obtenus dans les domaines aussi bien de l'agricul-

ture que de l'élevage notamment dans le domaine de l'insémination artificielle pour l'accroissement des productions animales ; en effet l'ISRA a crée de bonnes variétés de riz qui s'adaptent bien au Sénégal ;on considère l'ISRA comme un très bon partenaire pour la Corée ; A rappeler que la Corée est au Sénégal pour le partage de savoir faire sur l'élevage où elle a une expertise avérée ; et l'établissement d'un réseau pour la recherche (Research Network) participe à amplifier l'axe de coopération Sénégal - Corée Pour le Directeur Scientifique de l'ISRA en l'occurrence Dr El hadji Traoré qui situait l'importance du projet « nous sommes là

avec les partenaires de la coopération coréenne qui veut développer avec l'Afrique donc pas seulement avec le Sénégal ;nous sommes une vingtaine de pays africains avec lesquels KAFACI qui est l'agence coréenne de recherche agricole veut travailler avec l'Afrique pour les trois prochaines années dans beaucoup de domaines que sont la recherche sur les productions agricoles ,sur l'élevage qui nous réunit aujourd'hui ,la recherche sur les productions horticoles ,la recherche et la vulgarisation agricole, les sciences agricoles de façon générale, toute une série de séminaires qui vont être déroulés en Afrique dans les pays membres de KAFACI .et le Sénégal va abriter deux séminaires ;aujourd'hui c'est celui qui porte sur l'élevage qui va durer trois jours avec les pays partenaires pour discuter sur les thèmes prioritaires en élevage sur lesquels il faut faire de la recherche pour avoir des résultats pour permettre sérieusement de booster l'élevage qui est un maillon essentiel de développement économique et social de notre pays ;il y a les coréens mais plus d'une dizaines de pays africains des responsables de haut niveau de la recherche dans le domaine de l'élevage qui vont pendant trois jours échanger et discuter sur des thématiques



liées à l'élevage » A rappeler que cette rencontre a été présidé par le Directeur de Cabinet du Ministre sénégalais de l'élevage et des productions animales

b. sene

coopération corée-SéNégalaiSe : SémiNaire iNterNatioNale Sur la vulgariSatioN agricole

Dr Alioune Fall, Directeur Général de l'Institut Sénégalais de Recherches Agronomiques (ISRA)

concilier l'agriculture familiale et l'agrobusiness

KAFACI est une initiative de la coopération entre la Corée et les Pays Africains autour de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Seize pays africains sont membres. Après une semaine de rencontre, Dr Alioune Fall, Directeur Général de l'Institut Sénégalais de Recherches Agronomiques (ISRA) revient sur le sens de cette initiative, les résultats obtenus et les attentes. c'était lors du Séminaire International sur la Vulgarisation Agricole organisé par KAFACI après celui tenu récemment sur la Programmation du volet recherche développement en élevage.



Quel sens faut-il donner à cette Initiative ?

Nous avons réuni nos amis Coréens dans le cadre de KAFACI. Depuis 2009, nous essayons, chaque fois de voir les problèmes qu'ont ensemble que les pays membres africains, pour voir comment la coopération coréenne pouvait nous appuyer à travailler en synergie, surmonter les obstacles, régler les contraintes qui sont posées aussi bien pour le développement que la recherche, afin de permettre l'émergence de pays et l'atteinte de la sécurité alimentaire dans la zone Afrique. Le projet a donc démarré depuis 2009. Il est pratiquement dans tous les domaines de l'agriculture au sens large, notamment l'élevage, l'horticulture, la pêche, en somme tous les domaines pour lesquels il y a des marges de progrès sur lesquels nous pouvons compter pour augmenter la productivité de nos systèmes de production. KAFACI a essentiellement travaillé dans le renforcement des capacités de nos institutions avec des ateliers organisés en Ethiopie (Addis-Abeba), en Ouganda, aujourd'hui au Sénégal au Zimbabwe et à chaque fois il y a une thématique qui est prise et qui permet aux pays africains qui sont membres de se mettre ensemble et de présenter les projets et que ces projets soient priorisés à partir de ce moment on trouve les financements. Il y a deux semaines un atelier similaire s'est tenu au Zimbabwe autour de la production agricole. Tous les pays se sont regroupés et sont venus avec leurs situation de référence au niveau de leur pays et ensemble ils ont discuté et arrêté des projets. Certains pays vont porter les projets et les autres vont être dans le peloton. Donc, nécessairement dans le cadre des coopérations il faut toujours un leader. Le séminaire organisé la semaine dernière a porté sur l'élevage organisé ici au Sénégal. Les partenaires coréens nous ont encore fait l'honneur d'organiser la vulgarisation communément appelé Extension « Ici au Sénégal », pour la recherche pour le développement. Au sortir de ces trois jours de discussion, les pays vont présenter la situation de référence qu'ils ont chez eux. Ils vont également travailler autour de projets faire ce qu'on appelle des notes conceptuelles et on verra les notes conceptuelles quel est le pays qui a des avantages comparatifs pour être leader. A partir de ce moment, les autres pays contribueront dans la mise en œuvre de ce projet parce que nous voulons que l'approche soit une approche régionale, depuis l'Ouganda, le représentant du Kenya est aussi là c'est donc l'Afrique de l'est, de l'ouest, du sud et du centre et du nord. C'est donc une approche régionale, en droite ligne avec les décisions de l'Union Africaine pour la transformation de l'agriculture africaine. Je crois que c'est fondamental. Sur l'implication du secteur privé et la combinaison de l'agrobusiness et l'exploitation familiale c'est très important. Tous les pays africains présents ont les mêmes schémas de développement et les présentations l'ont confirmé. Ce sont les mêmes problèmes.

b. sene

LOUMAS WONÉ XARALÉ, MARS 2014

PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE

Des acteurs du Sine Saloum sensibilisés sur les technologies

Kaolack : Promouvoir une agriculture plus productive et durable, mais aussi améliorer les conditions de vie des consommateurs par la mise à disposition de produits agricoles à prix compétitifs, telle est la bataille que livre le Programme de productivité agricole en Afrique (Waapp/Ppsao) qui se propose de soutenir la coopération régionale dans l'espace Cedeao en agriculture.



En compagnie de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (AnCAR) et de l'Institut de technologie alimentaire (Ita), une équipe du Waapp a effectué une tournée dans les plus grands marchés hebdomadaires de la région, à savoir Keur Madiabel, Passy et Birkilane. Il s'est agi de développer une stratégie de communication avec l'organisation de ces fora dans les marchés hebdomadaires pour mieux sensibiliser les différents acteurs et les organisations de producteurs sur les technologies, avec un accent particulier sur l'aspect genre. En effet, les initiateurs de cette activité ont jugé utile de saisir l'opportunité offerte par ces mar-

chés en matière de rassemblement d'une masse importante d'acteurs (organisations de producteurs, groupements de production des femmes, unions locales, partenaires techniques, Ong), de produits mis sur le marché et d'opportunités d'affaires, pour mieux partager sur les technologies disponibles et les résultats susceptibles d'être obtenus.

Au terme de cette tournée, Mme Dior Mbacké Dia, conseillère en communication du Waapp, a dit sa satisfaction sur l'initiative des producteurs. Selon elle, «leur engouement nous conforte dans notre conviction qu'on ne peut pas faire de la vulgarisation technologique en nous confi-

nant uniquement dans les bureaux et qu'il fallait aller vers eux». Aussi est-il important, dans ces cas-là, de tenir compte des zones agro-écologiques du Sénégal ; ce qui a conduit le Waapp, l'AnCAR et l'Ita dans le bassin arachidier où la technologie liée à l'arachide et au mil de qualité a été vulgarisée, a dit Mme Dior Mbacké Dia. Pour leur part, les producteurs ont fait des suggestions allant dans le sens de la multiplication des séances et du maillage d'un plus grand nombre de marchés.

Pour sa part, le directeur de la zone du bassin arachidier Sud de l'AnCAR, Abdoulaye Ly, a indiqué que l'objectif visé est de montrer les technologies d'amélioration de la production aux groupements des producteurs, mais également aux autorités locales. Selon lui, l'AnCAR, avec son principal partenaire, le Waapp, va étudier la possibilité de renforcer la communication à la base, telle que souhaitée par les groupes cibles. Responsable du volet genre au Waapp, Mme Kane s'est appesantie sur l'importance de cette composante qui permet aux femmes de jouer des rôles importants dans le programme. A noter que des technologies comme la table de traitement de l'huile brute d'arachide «Séggal» (huile triturée de façon artisanale) avec tous ses avantages ont été présentées à l'assistance.

Mamadou Cisse

COLECTIVITES LOCALES

Des projets de l'Etat pour promouvoir le développement de Ourour

Zone à forte potentialités agricoles située dans le département de Guinguinéo, à une vingtaine de kilomètres de Kaolack, la communauté rurale de Ourour a bien des projets, notamment dans les secteurs de l'éducation et de l'hydraulique villageoise, etc.

Néanmoins, l'espoir est aujourd'hui permis grâce à la volonté des fils du terroir qui sont animés d'un réel souci de promouvoir le développement de cette partie du Sénégal, en s'investissant aux côtés des populations. Le directeur régional d'Ageroute «Thiès et Diourbel», Mamadou Faye, convaincu des nouvelles possibilités qui s'offrent aux Sénégalais depuis l'avènement du président Macky Sall, déclare ne vouloir nullement rater le train de l'histoire, pour contribuer, avec ses amis cadres du village, à l'émergence de la communauté rurale de Ourour. Selon lui, dans le domaine de l'éducation, des collèges sont créés depuis plus de 10 ans, «mais à l'état d'abris provisoires».

Pendant, Mamadou Faye loue la nouvelle politique éducative du président Macky Sall, «des politiques qui ont permis l'émergence d'initiatives et dont l'objectif sera l'édification de nouveaux bâtiments pour matérialiser les collèges dans la communauté rurale et en finir avec les abris provisoires». Il a aussi révélé qu'un site va être trouvé pour abriter le futur collège. Au plan de la santé, Ourour est l'une des rares commu-



tés rurales à ne pas disposer de services de santé. «Si nous arrivons à doter Ourour d'un poste de santé, nous pourrions faciliter l'accès des populations à des services de qualité», a-t-il dit.

Il en est de même pour l'éducation. «En 2014, nous étions à l'état d'abris provisoires», indique Mamadou Faye, deux centrales solaires photovoltaïques ont été installées et desservent d'autres villages. Une nouvelle centrale a été prévue pour Ourour. Keur Mignane dans le département de Guinguinéo, née en 2014, indique Mamadou Faye ajoute que Ourour se dotera d'un nouveau forage. Les voies de communication communales rurales va également être améliorées. En 2014, d'un projet, s'

